

C-02-2005

**Un bilan des cahiers de  
l'ARUC en économie sociale  
de 2000 à 2004**

par Marie-Noëlle Ducharme

Juin 2005

Cahiers de l'ARUC-ÉS

Cahier N° C-02-2005

**« Un bilan des cahiers de l'ARUC en économie sociale de 2000 à 2004 »**

Marie-Noëlle Ducharme

ISBN 2-89276-343-6

Dépôt Légal: Juin 2005

Bibliothèque Nationale du Québec  
Bibliothèque Nationale du Canada

## Table des matières

---

<b>Liste des tableaux.....</b>	<b>iii</b>
<i>Liste des tableaux .....</i>	<i>iii</i>
<b>Liste des abréviations, sigles et acronymes.....</b>	<b>v</b>
<b>Résumé.....</b>	<b>ix</b>
<b>Introduction.....</b>	<b>1</b>
<b>1. Un bilan des cahiers de l'ARUC-ÉS en chiffres.....</b>	<b>3</b>
1.1 <i>La distribution des cahiers par collection.....</i>	<i>3</i>
1.2 <i>Le nombre de cahiers publiés à chaque année .....</i>	<i>4</i>
1.3 <i>Les types de production ou de recherche.....</i>	<i>4</i>
1.4 <i>Les collaborations dans les publications.....</i>	<i>7</i>
1.5 <i>Les auteurs principaux des cahiers.....</i>	<i>8</i>
<b>2. La systématisation des connaissances .....</b>	<b>11</b>
2.1 <i>L'innovation sociale.....</i>	<i>11</i>
2.2 <i>La gouvernance.....</i>	<i>12</i>
2.3 <i>L'entrepreneuriat collectif et social.....</i>	<i>13</i>
2.4 <i>Le financement .....</i>	<i>14</i>
2.5 <i>L'évaluation sociale.....</i>	<i>14</i>
2.6 <i>Le rapport entre le développement économique et le développement social.....</i>	<i>15</i>
2.7 <i>Les voies alternatives en contexte de mondialisation .....</i>	<i>15</i>

<b>3. Le bilan des cahiers de l'ARUC-ÉS par secteur d'activité.....</b>	<b>17</b>
3.1 <i>Le développement local et régional.....</i>	17
3.1.1 <i>Présentation du secteur.....</i>	17
3.1.2 <i>Les cahiers de l'ARUC-ÉS.....</i>	17
3.2 <i>Le maintien et insertion en emploi.....</i>	24
3.2.1 <i>Présentation du secteur.....</i>	24
3.2.2 <i>Les cahiers de l'ARUC-ÉS.....</i>	25
3.3 <i>Le développement durable.....</i>	31
3.3.1 <i>Présentation du secteur.....</i>	31
3.3.2 <i>Les cahiers de l'ARUC-ÉS.....</i>	31
3.4 <i>Les services aux personnes.....</i>	35
3.4.1 <i>Présentation du secteur.....</i>	35
3.4.2 <i>Les cahiers de l'ARUC-ÉS.....</i>	36
3.5 <i>Le logement communautaire.....</i>	39
3.5.1 <i>Présentation du secteur.....</i>	39
3.5.2 <i>Les cahiers de l'ARUC-ÉS.....</i>	40
3.6 <i>Le loisir et le tourisme social.....</i>	47
3.6.1 <i>Présentation du secteur.....</i>	47
3.6.2 <i>Les cahiers de l'ARUC-ÉS.....</i>	47
3.7 <i>Les échanges et les comparaisons internationales.....</i>	50
3.7.1 <i>Les cahiers de l'ARUC-ÉS.....</i>	50
3.8 <i>Le financement.....</i>	55
3.8.1 <i>Les cahiers de l'ARUC-ÉS.....</i>	55
3.9 <i>L'évaluation sociale et les systèmes d'information.....</i>	61
3.9.1 <i>Les cahiers de l'ARUC-ÉS.....</i>	62
<b>Conclusion.....</b>	<b>69</b>

## Liste des tableaux

---

### Liste des tableaux

Tableau 1 : Répartition des cahiers selon les séries.....	3
Tableau 2 : Répartition des cahiers par année .....	4
Tableau 3 : Répartition des cahiers de recherche selon le type de recherche et d'intervention.....	4
Tableau 4 : Exemples de portraits et d'analyses sectoriels .....	5
Tableau 5 : Exemples de cahiers portant sur des outils adaptés aux fins de l'économie sociale .....	6
Tableau 6 : Publications exclusives et publications conjointes .....	7
Tableau 7 : Statut des auteurs principaux.....	8
Tableau 8 : Rattachement institutionnel des auteurs .....	8
Tableau 9 : Auteurs de plus d'un cahier.....	9
Tableau 10 : Discipline des auteurs.....	10
Tableau 11 : Le logement communautaire : une innovation entre marché et État .....	41



## Liste des abréviations, sigles et acronymes

---

ACEM	Association communautaire d'emprunt de Montréal
AQDR	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées
AQOCI	Association québécoise des organismes de coopération internationale
ARUC-ÉS	Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale
ASEMO	Association des services externes de main-d'oeuvre
CAP	Chantier d'activités partenariales
CEREST	Centre d'étude et de recherche sur l'emploi, le syndicalisme et le travail
CÉRIS	Centre d'étude et de recherche en intervention sociale
CDÉC	Centre de développement économique et communautaire
CECI	Centre canadien d'étude et de coopération internationale
CFER	Centre de formation en entreprise et récupération
CHCE	Coopérative d'habitation des Cantons-de-l'Est
CIEL	Centre d'initiatives à l'emploi local
CIEU	Centre d'intervention en environnement urbain
CJE	Carrefour jeunesse-emploi
CLD	Centre local de développement
CQCH	Confédération québécoise des coopératives d'habitation
CPE	Centre de la petite enfance
COCDMO	Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre
COPHAN	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec
CRD	Centre régional de développement
CRDC	Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (anciennement le Centre de recherche en développement communautaire)
CRISES	Centre de recherche sur l'innovation sociale dans l'entreprise et la société
CRP	Centre de ressources périnatales
CSN	Confédération des syndicats nationaux
CTA	Centre de travail adapté
DÉC	Développement économique communautaire
DRHC	Développement des ressources humaines Canada

EESAD	Entreprise d'économie sociale en aide domestique
EI	Entreprise d'insertion
EQ	Emploi-Québec
ÉS	Économie sociale
FADOQ	Fédération de l'âge d'or du Québec
FDEM	Fonds de développement Emploi-Montréal
FÉS	Fonds d'économie sociale
FIL	Fonds d'investissements locaux
FIM	Fonds d'investissement de Montréal
FQHC	Fonds québécois d'habitation communautaire
FTQ	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
GESQ	Groupe d'économie solidaire du Québec
GRT	Groupe de ressources techniques
IAE	Insertion par l'activité économique
ICCA	Institut canadien des comptables agréés
ISO	Organisation internationale de normalisation
HLM	Habitation à loyer modique
LAREPPS	Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales
MAMM	Ministère des Affaires municipales et de la Métropole
MEF	Ministère de l'Enfance et de la Famille
MRC	Municipalité régionale de comté
NÉS	Nouvelle économie sociale
OBNL	Organisme à but non lucratif
OGC	Organisme de gestion en commun
OMD	Observatoire montréalais de développement
ONG	Organisation non gouvernementale
OSBL	Organisme sans but lucratif
RISQ	Réseau d'investissement social du Québec
RRASMQ	Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec
RRQ	Réseau des ressourceries du Québec
RRSSS	Régie régionale de la santé et des services sociaux
SADC	Société d'aide au développement des collectivités
SACA	Secrétariat à l'action communautaire autonome



SEMO	Service externe de main-d'œuvre
SHDM	Société d'habitation et de développement de Montréal
SOLIDE	Société locale d'investissement dans le développement de l'emploi
SUCO	Solidarité Union Coopération
UQAM	Université du Québec à Montréal
UQAC	Université du Québec à Chicoutimi
UQAR	Université du Québec à Rimouski
UQO	Université du Québec en Outaouais
UPA	Union des producteurs agricoles



## Résumé

---

Ce document présente un premier bilan des cahiers de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS). Particulièrement, il rend compte de l'ensemble des 75 cahiers de recherche produits entre 2001, un an après la création de l'ARUC-ÉS, et 2004. Le bilan est abordé sous deux angles. Les cahiers de l'ARUC-ÉS sont d'abord considérés de manière quantitative, en s'intéressant aux types de production, aux domaines d'intérêt, au nombre et aux caractéristiques des auteurs. La seconde partie est davantage qualitative et vise à tirer, à partir de l'ensemble des cahiers publiés, des enseignements sur certains thèmes d'analyse, particulièrement ceux de l'innovation sociale, du financement, de la gouvernance, de l'entrepreneuriat social et collectif, du lien entre le social et l'économie, de l'évaluation sociale et de l'autre mondialisation, lesquels sont présentés succinctement au second chapitre.

Le chapitre trois présente les cahiers selon leur appartenance aux différents chantiers d'activités partenariales de l'ARUC-ÉS, les CAP. On y définit en premier lieu le secteur d'activité : sa nature, ses principales composantes, ses liens avec l'État, quelques enjeux et caractéristiques. Les recherches se rapportant au secteur étudié sont ensuite identifiées avec leur source et leurs objectifs. Finalement, elles sont reprises en s'intéressant aux thèmes d'analyse proprement dits. Sans être systématique, cette section présente en quelque sorte les faits saillants des différentes recherches.

À terme, ce document se présente comme un outil pratique, d'abord utile pour repérer des informations et des résultats issus de ces travaux. À l'aide des sources, ils sont une invitation à consulter les textes eux-mêmes. Enfin, pour les différents responsables des CAP, ils constituent des synthèses utiles, non seulement en regard de leurs propres champs d'intérêt, mais également pour connaître ceux de leurs collègues engagés dans les autres secteurs d'activités. La conclusion présente des éléments de synthèse et quelques perspectives de recherche. Il s'agit, en définitive, d'un retour sur le programme de recherche de l'ARUC-ÉS susceptible d'orienter les réflexions et les initiatives de recherche dans les mois à venir.



## **Introduction**

---

Ce document présente un premier bilan des cahiers de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS). Particulièrement, il rend compte de l'ensemble des 75 cahiers de recherche produits entre 2001, un an après la création de l'ARUC-ÉS, et 2004. Le bilan est abordé sous deux angles. Les cahiers de l'ARUC-ÉS sont d'abord considérés de manière quantitative, en s'intéressant aux types de production, aux domaines d'intérêt, au nombre et aux caractéristiques des auteurs. La seconde partie est davantage qualitative et vise à tirer, à partir de l'ensemble des cahiers publiés, des enseignements sur certains thèmes d'analyse, particulièrement ceux de l'innovation sociale, du financement, de la gouvernance, de l'entrepreneuriat social et collectif, du lien entre le social et l'économie, de l'évaluation sociale et de l'autre mondialisation, lesquels sont présentés succinctement au second chapitre.

Le chapitre trois présente les cahiers selon leur appartenance aux différents chantiers d'activités partenariales de l'ARUC-ÉS, les CAP. On y définit en premier lieu le secteur d'activité : sa nature, ses principales composantes, ses liens avec l'État, quelques enjeux et caractéristiques. Les recherches se rapportant au secteur étudié sont ensuite identifiées avec leur source et leurs objectifs. Finalement, elles sont reprises en s'intéressant aux thèmes d'analyse proprement dits. Sans être systématique, cette section présente en quelque sorte les faits saillants des différentes recherches.

À terme, ce document se présente comme un outil pratique, d'abord utile pour repérer des informations et des résultats issus de ces travaux. À l'aide des sources, ils sont une invitation à consulter les textes eux-mêmes. Enfin, pour les différents responsables des CAP, ils constituent des synthèses utiles, non seulement en regard de leurs propres champs d'intérêt, mais également pour connaître ceux de leurs collègues engagés dans les autres secteurs d'activités. La conclusion présente des éléments de synthèse et quelques perspectives de recherche. Il s'agit, en définitive, d'un retour sur le programme de recherche de l'ARUC-ÉS susceptible d'orienter les réflexions et les initiatives de recherche dans les mois à venir.



## 1. Un bilan des cahiers de l'ARUC-ÉS en chiffres

---

Comme son nom l'indique bien, l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) mise sur le partenariat pour la recherche, la formation et la diffusion. La diffusion fait appel à une diversité de moyens et d'outils, l'un de ceux-ci étant des cahiers, généralement appelés « documents de travail » (*working papers*). Si ces cahiers constituent d'humbles instruments, ils nous apparaissent bien adaptés pour favoriser une diffusion rapide destinée à alimenter la discussion et l'échange entre chercheurs et partenaires du milieu. Soixante-quinze (75) cahiers de recherche ont été publiés par l'ARUC-ÉS entre janvier 2000 et décembre 2004.

### 1.1 La distribution des cahiers par collection

Les cahiers sont distribués entre trois collections :

- des **cahiers de recherche - série R** - (couleur *rouille*) qui rendent compte de résultats de recherches menées en partenariat;
- des **cahiers de transfert - série T** - (couleur *sauge*) qui tirent de ces recherches des contenus pour la formation et pour le renouvellement des pratiques, des formes d'interventions ou encore des façons de faire;
- des **cahiers d'interventions - série I** - (couleur *jaune*) qui constituent des prises de position ou des avis formulés par des partenaires du milieu ou des chercheurs. Ces interventions, s'appuyant par ailleurs souvent sur des travaux de recherche, peuvent viser soit à influencer des politiques, mesures et orientations de différents acteurs intervenant en économie sociale, soit à faire connaître des orientations stratégiques dans un domaine donné; elles peuvent aussi constituer une prise de position ou une opinion dans un débat traversant ce mouvement.

Quarante cahiers ont été publiés dans la collection *Recherche*, 20 dans la collection *Transfert* et 15 dans la collection *Interventions*.

**Tableau 1 : Répartition des cahiers selon les séries**

Série	N <sup>bre</sup> de cahiers
Série R - <i>Recherche</i>	40
Série T - <i>Transfert</i>	20
Série I - <i>Interventions</i>	15

## 1.2 Le nombre de cahiers publiés à chaque année

L'année 2000 correspond au début des activités de l'ARUC-ÉS; aucun cahier n'a été produit durant cette première année. En 2001, neuf cahiers ont été réalisés. Les trois années qui suivent ont vu la production de plus d'une vingtaine de cahiers en moyenne, comme le montre le Tableau 2.

**Tableau 2 : Répartition des cahiers par année**

<b>Année</b>	<b><i>N<sup>bre</sup> de cahiers</i></b>
2001	9
2002	23
2003	16
2004	27

## 1.3 Les types de production ou de recherche

Les cahiers de l'ARUC-ÉS reflètent une variété de recherches et de publications. Ainsi, les différents cahiers consistent en des rapports de recherche proprement dits (46) et des actes de colloques ou séminaires (29).

**Tableau 3 : Répartition des cahiers de recherche  
selon le type de recherche et d'intervention**

<b>Types de production</b>	<b><i>N<sup>bre</sup> de cahiers</i></b>
Texte d'analyse	10
Portrait et analyse sectorielle	23
Présentation d'outils adaptés aux fins de l'économie sociale	6
Recherche évaluative	3
Recherche-action	1
Recension des écrits	2
<b>Sous-total rapports de recherche</b>	<b>46</b>
Actes de forum, colloques ou comptes rendus de séminaires	17
Nombre de mémoires dans le cadre de consultations publiques	2
Communication colloques universitaires	6
Conférence événement local	3
Conférence événement provincial	1
<b>Sous-total conférences et actes de colloques</b>	<b>29</b>
<b>Total</b>	<b>75</b>



Les rapports de recherche comportent surtout des portraits sectoriels (23) et des textes d'analyse (10). Les portraits sectoriels abordent souvent une région à partir d'un thème d'analyse donné, par exemple : neuf études de cas dans le développement régional aux États-Unis; l'économie sociale en milieu forestier; le développement régional en Outaouais; l'insertion sociale en logement social dans quatre pays, les politiques sociales s'adressant aux personnes ayant des incapacités au Québec, etc. Plusieurs d'entre eux traitent de développement local ou régional. On compte 23 de ces portraits sectoriels. Ces recherches, en bonne partie descriptives (certaines sont aussi comparatives) sont une source d'information riche et précieuse pour connaître, soit des secteurs d'activité de l'économie sociale ou encore des régions (ex : Portrait de l'économie sociale en Outaouais).

**Tableau 4 : Exemples de portraits et d'analyses sectoriels**

Les systèmes productifs locaux en Midi-Pyrénées et au Québec
Stratégies intégrées d'insertion en emploi de personnes vivant en logement social
Portrait des passerelles au sein de l'économie sociale au Québec
Le développement régional aux États-Unis et en Europe : neuf études de cas
Configuration et défis de l'économie sociale québécoise dans la solidarité internationale avec le Sud
Lien social et développement économique: l'économie sociale au Bas-St-Laurent
Développement local et économie solidaire en Amérique latine: des expériences innovatrices
Portraits socio-économiques de Sorel-Tracy et du Sud-Ouest de l'île de Montréal
Le financement du logement communautaire: évolution et perspectives
Les politiques sociales s'adressant aux personnes ayant des incapacités au Québec
Économie sociale et développement régional (1990-2000): des pratiques et des politiques publiques croisées
Portrait de l'économie sociale en Outaouais
L'économie sociale en milieu forestier: les coopératives forestières
Regard croisé sur les stratégies de relance socio-économique dans la région de Sorel-Tracy, 1991-2001
Regard croisé sur les mobilisations syndicales et les alliances locales dans le Sud-Ouest de Montréal
L'apport de la nouvelle économie à la revitalisation des territoires marginalisés
L'évolution des rapports de contrôle et de surveillance entre le ministère de la Famille et de l'Enfance et les CPE
Un portrait des initiatives de formation par le travail et d'insertion professionnelle en France
Un portrait des initiatives de formation par le travail et d'insertion professionnelle en Suisse
Un portrait des initiatives de formation par le travail et d'insertion socioprofessionnelle dans la francophonie belge
Un portrait des initiatives de formation par le travail et d'insertion socioprofessionnelle au Québec

Les textes d'analyse sont davantage théoriques et propices à l'articulation synthétique entre un secteur d'activité et les fondements conceptuels de l'économie sociale, ou encore l'articulation entre certains concepts constitutifs ou éclairants en regard de l'économie sociale, par exemple : le développement durable, l'innovation sociale, la gouvernance, les

modèles de développement ou la mondialisation. Les textes d'analyse dont on parle ici sont ceux qui ne sont pas publiés dans le cadre d'une communication ou d'une conférence, mais il faut noter que plusieurs cahiers publiés dans le cadre de la collection *Interventions* sont aussi l'occasion de textes d'analyse. Nous y reviendrons plus loin.

On dénombre aussi, parmi les rapports de recherche, des propositions ou analyses d'outils adaptés aux fins de l'économie sociale (6 cahiers), souvent dans le cadre du CAP *Évaluation sociale et systèmes d'information*. Ces outils, ou propositions d'outils, concernent l'évaluation de l'économie sociale, sa promotion, des outils méthodologiques pour la présentation de portraits régionaux ou encore l'adaptation d'outils de présentation financière et comptable pour les entreprises d'économie sociale (l'une de ces recherches prend la forme d'une étude de faisabilité). On trouve, enfin, trois recherches évaluatives et deux recensions d'écrits.

**Tableau 5 : Exemples de cahiers portant sur des outils adaptés aux fins de l'économie sociale**

Système d'information et d'évaluation en économie sociale
Portail de l'économie sociale au Québec: Un concept de système d'information et d'évaluation
Le bilan social dans les entreprises, une pratique à imiter? Le cas des institutions financières coopératives
L'évaluation en économie sociale: Petit aide mémoire
Éléments d'argumentation en faveur de l'introduction des Agendas 21 locaux au Québec
Le portrait des portraits: propositions méthodologiques pour l'élaboration d'un portrait régional de l'économie sociale

Les autres cahiers de l'ARUC-ÉS prennent la forme de communications dans le cadre de colloques, conférences, consultations publiques (12) ou encore, d'actes de colloques, forums et séminaires organisés par l'ARUC-ÉS (17). Plusieurs des conférences et communications, publiées sous forme de cahiers de l'ARUC-ÉS dans la collection *Interventions*, se présentent comme des textes fondamentaux, la plupart signés par Benoît Lévesque, qui explorent les concepts, les notions d'entrepreneurship, d'innovation sociale, d'évaluation sociale, de mondialisation ou de développement régional. Enfin, les 17 cahiers présentés sous forme d'actes de colloques ou autres comptes rendus, de séminaires laissent voir le dynamisme de l'ARUC-ÉS, à ce chapitre, au cours des dernières années. Ces colloques, forums et séminaires sont l'initiative de la plupart des CAP de l'ARUC-ÉS et s'intéressent à des thèmes aussi variés que le financement, la participation des usagers, la

syndicalisation, les partenariats, etc. De même, ces colloques et séminaires sont souvent issus d'initiatives conjointes, comme le montre la section suivante.

#### 1.4 Les collaborations dans les publications

Parmi les 75 cahiers de l'ARUC-ÉS, 49 sont des publications exclusives alors que 26 autres sont des publications conjointes avec d'autres groupes de recherche ou associations. Notons toutefois que les publications exclusives à l'ARUC-ÉS émanant des CAP sont déjà, d'une certaine manière, conjointes, vu l'organisation partenariale impliquant une université et un groupe du milieu.

On trouve néanmoins des publications conjointes entre l'ARUC-ÉS et la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) (7); avec le Centre de recherche sur l'innovation sociale dans l'entreprise et la société (CRISES) (6); avec le Centre d'étude et de recherche sur l'emploi, le syndicalisme et le travail (CEREST) (2); le Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS) (2); le Centre d'étude et de recherche en intervention sociale (CÉRIS) (1); la Chaire de coopération Guy-Bernier (2); l'Observatoire montréalais du développement (1); le Centre d'intervention en environnement urbain (CIEU-France) (1); la Fondation Chagnon (1) ou la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO) (2).

**Tableau 6 : Publications exclusives et publications conjointes**

<b>Nombre de publications exclusives à l'ARUC-ÉS</b>	<b>49</b>
<b>Nombre total de publications conjointes</b>	<b>26</b>
ARUC-CRISES-CEREST	2
CRISES	4
CRDC	7
OMD	1
LAREPPS	2
CÉRIS	1
Chaire de coopération Guy-Bernier	2
CIEU-France	1
Fondation Chagnon	1
Mémoire de maîtrise-UQAM	1
COCDMO	2

### 1.5 Les auteurs principaux des cahiers

Les cahiers de l'ARUC-ÉS comptent le plus souvent plus d'un auteur mais, pour faciliter le traitement des données, nous nous sommes attardés ici aux premiers auteurs des cahiers de l'ARUC-ÉS en s'intéressant à leur profil. Trente-quatre cahiers portent la signature d'un professeur d'université. Les autres signataires sont des professionnels de recherche (23), dont au moins six (6) doctorants, des assistants de recherche (14) ou des dirigeants du milieu de l'économie sociale (2).

**Tableau 7 : Statut des auteurs principaux**

<b>Statut des auteurs principaux</b>	
Professeurs	<b>34</b>
Professionnels de recherche dont au moins 6 doctorants	<b>23</b>
Assistants de recherche	<b>14</b>
Dirigeants économie sociale	<b>2</b>

\* Les données se rapportent aux cahiers. Ainsi, un même signataire peut apparaître plusieurs fois.

Nous nous sommes intéressés au rattachement institutionnel des principaux auteurs des cahiers. Comme le montre le Tableau 8, les deux tiers des cahiers proviennent d'auteurs rattachés à l'UQAM. Ensuite, viennent l'Université du Québec en Outaouais (UQO), l'Université du Québec à Rimouski (3), l'Université du Québec à Chicoutimi (1), l'Université Concordia, l'Université fédérale Rio Grande, l'Université de Toulouse et le Chantier de l'économie sociale (2).

**Tableau 8 : Rattachement institutionnel des auteurs**

<b>Rattachement institutionnel des auteurs</b>	<b>N<sup>bre</sup> de cahiers</b>
UQAM	50
UQO	13
UQAR	3
UQAC	1
Concordia	1
Chantier de l'économie sociale	2
Université fédérale Rio Grande	1
Université de Toulouse	1
Inconnus	2

\* Les auteurs peuvent être signataires de plusieurs textes; les données se rattachent aux cahiers.

On dénombre 38 signataires principaux car plusieurs sont signataires principaux de plusieurs cahiers. De ce nombre, 21 sont des hommes et 17 sont des femmes. Quatorze auteurs principaux signent plus d'un texte, comme on peut le voir au Tableau 9. De fait, ces 14 auteurs principaux signent, à eux seuls, 49 cahiers de l'ARUC-ÉS. Nous n'avons pas traité les données sur les second et troisième signataires, mais on observe que plusieurs des auteurs cités ci-dessous co-signent des textes comme deuxième ou troisième auteur.

**Tableau 9 : Auteurs de plus d'un cahier**

<b>Auteurs ayant plus de 1 cahier</b>	
Benoit Lévesque	<b>9</b>
Louis Favreau	<b>6</b>
Geneviève Huot	<b>4</b>
Marco Sylvestro	<b>4</b>
Allan Gaudreault	<b>4</b>
Luce Proulx	<b>4</b>
Yanick Noiseux	<b>3</b>
Guy Bellemare	<b>3</b>
Marie Bouchard	<b>2</b>
Carole Tardif	<b>2</b>
Sylvie Rondot	<b>2</b>
Yves Vaillancourt	<b>2</b>
Juan Luis Klein	<b>2</b>
Barbara Pfister	<b>2</b>

Les disciplines des professeurs signataires des cahiers sont d'abord la sociologie puis la gestion, le travail social, les sciences comptables, la géographie et les sciences humaines. Les disciplines dont sont issus les principaux signataires à titre de professionnels de recherche sont la sociologie d'abord et, dans des cas moins fréquents, la gestion, les études urbaines et les sciences humaines. Il en va de même pour les assistants de recherche, si ce n'est deux cahiers issus de la géographie.

**Tableau 10 : Discipline des auteurs**

<b>Discipline des professeurs</b>	
Sociologie	6
Gestion	3
Travail social	2
Sciences comptables	2
Géographie	2
Sciences humaines	1
<b>Discipline des professionnels</b>	
Sociologie	5
Gestion	1
Travail social	0
Sciences comptables	0
Géographie	0
Sciences humaines	1
Études urbaines	2
Inconnu	1
<b>Discipline des assistants de recherche</b>	
Sociologie	4
Gestion	2
Travail social	0
Sciences comptables	0
Géographie	2
Sciences humaines	1
Études urbaines	1
Inconnu	

La variété des cahiers, des types de recherche, des auteurs, de leur discipline et des origines institutionnelles de ces derniers témoigne de la grande capacité de réseautage de l'ARUC-ÉS. Mis ensemble, ces cahiers constituent une somme importante de connaissances nouvelles, ce dont nous rendrons compte dans les sections suivantes.

## **2. La systématisation des connaissances**

---

Dès les premières années d'activité de l'ARUC-ÉS, les chercheurs ont identifié des domaines ou thèmes particuliers à partir desquels on estime pouvoir tirer des connaissances nouvelles. Il s'agit de :

- l'innovation sociale;
- la gouvernance;
- l'entrepreneuriat collectif et social;
- le financement;
- le rapport entre le développement social et le développement économique;
- l'évaluation sociale;
- les voies alternatives en contexte de mondialisation.

Globalement, ces thèmes constituent autant de sphères dans lesquelles l'économie sociale apporte des contributions spécifiques, porteuses d'innovations sociales. Quelques cahiers, à portée davantage théorique, ont été publiés dès 2001 et 2002. Ils s'intéressent aux questions de l'innovation sociale (I-01-2001; I-02-2002), de la gouvernance (I-01-2004; I-01-2002), de l'entrepreneuriat collectif (I-02-2002), du financement (I-03-2001), de l'évaluation (I-02-2001) et des enjeux de la mondialisation (I-04-2001). En reliant thématiques et secteurs (chantiers d'activités partenariales - CAP), il est possible de fournir un éclairage nouveau sur la configuration québécoise de l'économie sociale : son potentiel et ses limites; ses spécificités et similarités avec d'autres sociétés<sup>1</sup>. Voici donc, avant d'aborder l'analyse des secteurs à la lumière de ces thèmes, quelques éléments de définition ainsi que de postulats qui les concernent.

### **2.1 L'innovation sociale**

Par innovation sociale, on entend de nouvelles façons de faire, de nouvelles formes d'organisations, de nouvelles institutions, de nouveaux services, de nouvelles formes d'intervention, etc. Les innovations sociales (ou systèmes d'innovation) surgissent généralement en grappes lorsqu'elles sont associées à des périodes de crise et de transformations sociales (Lévesque, I-02-2002) et on les associe souvent à la nouvelle

---

<sup>1</sup> Lévesque B. Demande de subvention au Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, Annexe 1, septembre 1999.

économie. L'économie sociale est par définition innovatrice puisqu'elle tente habituellement de répondre à des besoins ou des aspirations non satisfaits par le marché ou l'État, d'où les deux hypothèses suivantes : soit l'économie sociale est particulièrement fertile en matière d'innovation; soit les acteurs collectifs (communautaire, associations, syndicats) sont particulièrement soucieux d'innovation sociale. Les innovations sociales traversent tout autant les secteurs d'activité retenus par l'ARUC-ÉS que les thèmes d'analyse, eux-mêmes transversaux. Ainsi, les innovations sociales peuvent surgir en matière de financement, de gouvernance ou d'évaluation en économie sociale. En économie sociale, les innovations peuvent s'appliquer aux acteurs collectifs et aux rapports sociaux, aux institutions et aux organisations. Plus précisément, Benoît Lévesque identifie, dans le contexte des grandes transformations, quatre types d'initiatives relevant de l'économie sociale émergente (Lévesque, I-01-2001) :

- Les initiatives répondant à un nouveau contexte de nécessité, consécutives à la croissance des inégalités sociales (logement social, cercles d'emprunt, entreprises d'insertion, etc.);
- Les nouveaux mouvements sociaux alimentés par des aspirations à vivre et travailler autrement (commerce équitable, santé alternative, recyclage, etc.);
- Les initiatives d'économie sociale relevant d'une économie plurielle dans la mesure où celle-ci mobilise des ressources du marché, de l'État (redistribution) et de la société civile (don, redistribution);
- Les initiatives qui peuvent à la fois s'inscrire dans le développement social et dans le développement économique.

Il s'agit de savoir si l'économie sociale constitue, en soi, un vecteur d'innovation et, si oui, dans quelle mesure et de quelle manière spécifique.

## **2.2 La gouvernance**

Parce qu'elle repose sur l'association et sur la participation d'acteurs individuels et collectifs, l'économie sociale, comme la plupart des initiatives de la société civile dans le domaine du développement économique et social, pose la question de la gouvernance. Le concept de gouvernance n'a pas un contenu univoque mais, de manière générale, il décrit des processus et des méthodes par lesquels des acteurs aussi divers que les institutions publiques et privées, la société civile, les acteurs du marché cherchent à résoudre les



problèmes qu'engendre la confrontation d'intérêts conflictuels<sup>2</sup>. Plusieurs secteurs de l'économie sociale expérimentent de nouvelles sortes de gouvernance, où le rôle de l'État est en transformation. Les lieux de coordination se trouvent davantage décentralisés vers le local. Ces transformations posent des enjeux spécifiques aux plans du financement, de l'évaluation, de l'imputabilité, de la reconnaissance, de la participation (collective et individuelle) et de la démocratie, voire des logiques d'action des sphères publiques, privées et communautaires. De ces instances en émergence peuvent naître des rapports de collaboration, de nouveaux compromis et, parfois, des innovations. Les conditions d'exercice de la gouvernance et leurs effets, d'un secteur d'activité à l'autre, sont susceptibles de produire des configurations propres à fournir des enseignements sur les innovations qu'elles engendrent. Comme la gouvernance assure la coordination à partir du partage de l'information et non exclusivement à partir des prix et des ordres (ou mandats), il s'ensuit qu'elle ne peut donner son plein potentiel sans des conditions bien spécifiques, telles la transparence, l'imputabilité, l'équité, l'ouverture pour le partenariat, la participation, la capacité de relier l'économique et le social, etc.

### **2.3 L'entrepreneuriat collectif et social**

La science économique, notamment la micro-économie, place l'entrepreneur individuel au centre de la production de la richesse et favorise une réflexion en profondeur sur son rôle dans l'économie. L'économie sociale est porteuse, quant à elle, d'un projet qui incite à entreprendre « autrement ». Toutefois, l'entrepreneuriat collectif que l'on trouve dans les entreprises d'économie sociale n'a pas donné lieu à une systématisation comparable. L'entrepreneuriat collectif se distingue substantivement de l'entrepreneuriat capitaliste (I-02-2002). Celui-ci partage certains traits avec l'entrepreneuriat individuel (calcul du risque, capacité de rêver et d'innovation) mais il s'en distingue non seulement par une vision différente (des valeurs différentes et un projet collectif), mais également par une forme organisationnelle plus complexe et plus innovatrice. Il ressort de même que l'entrepreneuriat collectif est plus complexe et difficile (pas nécessairement plus risqué) pour le démarrage que l'entrepreneuriat capitaliste, de sorte que le passage du projet à l'entreprise est plus laborieux; l'entrepreneuriat collectif est beaucoup plus riche (plus de

---

<sup>2</sup> Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (2001). *Rapport annuel*, Montréal,

possibilités de mobilisation des partenaires) et potentiellement plus innovateur que l'entrepreneuriat capitaliste; que la forme coopérative n'est pas utilisée à son plein potentiel, entre autres, parce que l'entrepreneuriat collectif ne saurait s'épanouir sans des conditions bien spécifiques et sans un soutien externe (qui n'est pas nécessairement étatique).

## **2.4 Le financement**

Les sources de financement du secteur de l'économie sociale puisent à une multitude de sources monétaires et non monétaires (dons), marchandes (autofinancement) et non marchandes (subventions). Elles présentent, au plan du financement, des défis et des difficultés particulières. Depuis quelques années, les acteurs de l'économie sociale tentent de développer de nouvelles sources de financement. Le Québec compte, depuis quelques années, sur de nouveaux fonds spécifiques (I-03-2001). Ces fonds agissent parfois sur certains secteurs; d'autres, multisectoriels, visent des territoires locaux, régionaux ou nationaux. Ces nouveaux instruments de financement présentent des caractéristiques spécifiques à l'économie sociale (partenariat, engagement à long terme, support technique et suivi). Le financement du secteur de l'économie sociale présente des difficultés particulières, notamment pour les nouvelles entreprises, comme le font valoir les travaux du CAP *Financement et économie sociale*. Le statut juridique, par définition, limite la participation des individus et des institutions aux investissements et aux profits. La viabilité économique peut, dès lors, contraindre les objectifs sociaux des organismes en économie sociale. Toutefois, les entreprises d'économie sociale présentent souvent moins de risques car la multiplicité des parties prenantes ajoute des ressources qui, bien que plus difficiles à comptabiliser, contribuent à diminuer les risques.

## **2.5 L'évaluation sociale**

Tout comme le financement et les comparaisons internationales, l'évaluation sociale est représentée par un CAP, mais cette thématique préoccupe l'ensemble des secteurs de l'économie sociale. Qui dit économie sociale dit évaluation sociale, pour la bonne raison que les organisations et les entreprises ayant des objectifs sociaux ne peuvent s'en tenir au

seul bilan comptable. À la viabilité économique, s'ajoute la rentabilité sociale. Or, cette dernière n'est jamais totalement acquise, de sorte qu'elle est en principe problématique, voire objet de controverse. De plus, l'évaluation sociale concerne, non seulement les entreprises et les organisations prises une à une, mais également les États nationaux et leur comptabilité nationale. L'avancement des connaissances dans ce domaine suppose une revue de la littérature et un inventaire des diverses expériences d'évaluation sociale et de bilan social, sans oublier les indices nationaux pour rendre compte de ce que certains appellent déjà le « bonheur national ».

## **2.6 Le rapport entre le développement économique et le développement social**

Les recherches de l'ARUC-ÉS portent non seulement sur les entreprises et le secteur de l'économie sociale mais également sur les approches théoriques permettant de définir ce qu'il faut entendre par économie sociale. Même si la définition de l'économie sociale portée par le Chantier de l'économie sociale est le résultat de compromis entre les principaux acteurs sociaux du Québec, il est manifeste que ces divers acteurs collectifs apportent des sensibilités différentes, mais souvent complémentaires (d'où l'expression d'arc-en-ciel souvent réservée pour qualifier les coalitions soutenant l'économie sociale). Au niveau de l'avancement de la connaissance, nous faisons l'hypothèse qu'une meilleure compréhension de l'économie sociale est susceptible de nous permettre de mieux comprendre l'économie dans son ensemble. Dans cette visée, les interfaces de l'économie sociale avec le secteur privé et avec le secteur public font partie de nos recherches et réflexions. Outre la mise en lumière du potentiel de transformation de l'économie sociale, une meilleure connaissance de l'économie sociale nous permettrait de mieux comprendre les rapports intimes qu'entretiennent développement économique et développement social.

## **2.7 Les voies alternatives en contexte de mondialisation**

Le dernier thème d'analyse s'intéresse à l'économie sociale en contexte de mondialisation. La globalisation représente une nouveauté qui entraîne à la fois des menaces et des opportunités car elle présente les contours d'une nouvelle économie. Parallèlement, elle assiste à l'émergence d'un mouvement citoyen international à travers des dizaines de milliers de projets. Elles misent sur des mouvements sociaux permettant de déboucher sur

la construction de nouvelles politiques publiques et, plus encore, de nouvelles institutions démocratiques. Le Québec participe, à travers ses institutions, à la marche de ce mouvement, comme en témoignent les mouvements de coopération internationale (CECI, SUCO) ou la Marche mondiale des femmes.

### **3. Le bilan des cahiers de l'ARUC-ÉS par secteur d'activité**

---

#### **3.1 Le développement local et régional**

##### **3.1.1 *Présentation du secteur***

Le développement local et régional se présente, pour l'économie sociale, comme un cadre structurant, formé d'institutions diverses. Les initiatives de la nouvelle économie sociale (NÉS) et du nouveau développement local sont relativement récentes puisqu'elles ne remontent qu'au début des années 1980. Un nouveau « militantisme économique » s'exprime, entre autres, par la création de nouvelles coopératives de travail, de corporations de développement communautaire (CDC, CRD, CLD), de corporations de développement économique communautaire (CDÉC) et de fonds locaux et régionaux de développement (RISQ, SOLIDE) (Favreau, R-04-2003). Les nouvelles « filières » du développement local s'intéressent à la lutte à la pauvreté, à la revitalisation des territoires négligés ou abandonnés tout autant qu'à la création de nouvelles richesses, par le développement économique communautaire. Au Québec, ces initiatives, nombreuses, et leur configuration originale impliquant des dispositifs étatiques originaux, le marché et l'apport actif du local, du régional et de la société civile (mouvements sociaux, communautaire, économie sociale) contribuent au renouvellement du modèle québécois de développement (I-02-2003).

##### **3.1.2 *Les cahiers de l'ARUC-ÉS***

Près du tiers des cahiers de l'ARUC-ÉS abordent principalement le thème du développement local et régional. C'est dire l'intérêt de cette problématique pour les chercheurs impliqués dans cette alliance de recherche. La majorité des cahiers consiste en des portraits de secteurs, dans la collection *Recherche*. C'est le cas des rapports de recherche portant sur certains secteurs locaux et sur les alliances entre les syndicats et les milieux locaux dans le Sud-Ouest de Montréal (R-09-2004) et de Sorel-Tracy (R-08-2004; R-07-2002) et de la concertation dans le quartier Saint-Michel à Montréal (R-16-2004), des portraits de l'économie sociale dans le Bas-Saint-Laurent et en Outaouais (R-05-2002; R-05-2003), d'une recherche sur les systèmes productifs locaux en Midi-Pyrénées et au Québec (R-02-2001), de la présentation de neuf études de cas illustrant le développement

régional aux États-Unis et en Europe (R-01-2002), de même que d'expériences novatrices de développement local en Amérique latine (R-06-2002) et au Brésil (I-05-2002). D'autres portraits, qui recoupent le thème de l'insertion en emploi, examinent les systèmes d'insertion en emploi au Québec, en Belgique, en France et en Suisse (R-12-2004; R-13-2004; R-14-2004; R-15-2004). On compte également, dans la collection *Recherche*, un texte portant sur l'apport de la nouvelle économie sur la revitalisation des territoires marginalisés (R-10-2004) et un autre portant sur les modalités d'ancrage socioéconomique des groupes communautaires aux différentes échelles territoriales, notamment à travers les CDC (R-07-2004). On compte, dans la collection *Transfert*, les comptes rendus du colloque Rendez-vous 2002 portant sur de la reconversion industrielle (T-02-003) et celui du forum Espaces Émergents tenu en 2001, sur les cultures émergentes (T-02-2002). Enfin, le développement local et régional fait l'objet de plusieurs textes d'analyse dans la collection *Interventions*. Le développement local et régional y est abordé sous l'angle de la mondialisation (I-01-2002), de la reconversion industrielle (I-06-2002) et du modèle québécois de développement (I-03-2004).

### ***Innovation sociale***

Avec la mondialisation, le régional et le local deviennent paradoxalement plus importants qu'auparavant; ils représentent autant de lieux propices à de nouvelles formes de collaboration entre entreprises et avec les divers acteurs sociaux ayant une pertinence économique comme les universités, les syndicats et les groupes de citoyens. La mobilisation des acteurs régionaux se fait dans deux directions. En premier lieu, dans le sens d'initiatives locales et régionales visant à répondre à des problèmes que ni la grande entreprise, ni l'État ne réussissent à résoudre, comme la reconversion de certaines zones industrielles relevant de l'ancienne industrialisation. En deuxième lieu, dans le sens de milieux innovateurs (technopoles, districts industriels, carrefours) où les dynamismes locaux sont mobilisés pour conquérir des marchés externes. Cette valorisation du local et des dynamismes locaux est en cohérence avec un système de production et des entreprises qui misent sur la flexibilité et l'intégration, sur la rapidité de réponse à la demande, sur la culture d'entreprise, sur le zéro stock, le *Just in Time*, etc. La proximité des fournisseurs, l'implication des travailleurs, la différenciation des produits par la qualité poussent les

entreprises à tenir compte plus que jamais auparavant des spécificités du local. (Lévesque, I-01-2002).

Le gouvernement québécois a découvert les avantages du local sur le régional (au sens de l'État national) comme en témoignent la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979) et la création des MRC qui seront chargées de l'élaboration de schémas d'aménagement pour les municipalités qu'elles recourent. La municipalité régionale de comté (MRC), qui se veut une « région d'appartenance », se doit d'assumer la concertation entre ses municipalités et la population de manière à constituer un espace cohérent pour les acteurs socioéconomiques. Il faudra cependant attendre la fin des années 1990 pour que le gouvernement québécois fasse un pas de plus en permettant aux municipalités et aux MRC d'être encore plus actives dans la création d'entreprises. Ainsi, la Loi des municipalités est amendée pour permettre à ces dernières de soutenir la création d'entreprises et fonder des organismes à but non lucratif à cette fin. Le ministère des Régions met alors à la disposition des MRC des Fonds locaux d'investissements (FIL). La plus grande partie des FIL serviront à la capitalisation des SOLIDE pour la partie devant provenir du milieu (une moitié de la capitalisation émanant du Fonds de solidarité de la FTQ) (Favreau, R-04-2003).

Bref, la nouvelle filière institutionnelle du développement local qui émerge dans les années 1985-1990 se forme autour de quatre coordonnées cardinales : 1) un dispositif d'accompagnement du développement et des communautés (une CDÉC, un SADC, un CLD); 2) un ou des fonds de développement; 3) des territoires socioéconomiquement pertinents, c'est-à-dire des communautés où l'échelle d'intervention privilégiée est locale ou infrarégionale; 4) l'économie sociale comme composante stratégique de développement au même titre que l'entreprise privée ou le service public local. (R-04-2003). Le croisement de l'économie sociale et des nouveaux instruments du développement local rend possible le fait que l'économie ne soit pas seulement capitaliste.

### ***Entrepreneuriat collectif***

Du point de vue de l'entrepreneuriat, de la gestion et de la gouvernance (approche micro), Noiseux et. al. (R-10-2004) formulent l'hypothèse selon laquelle les organisations et les entreprises de la NÉS partagent plusieurs caractéristiques communes avec celles de la

nouvelle économie (NÉ), entendue comme nouveau secteur (sens restreint) et comme transversale (les entreprises modernisées des anciens secteurs), tout en s'en distinguant à bien des égards. En effet, les entreprises de la NÉS comme celles de NÉ misent beaucoup sur le collectif de travail, les connaissances et les apprentissages collectifs, de sorte que les actifs intangibles l'emportent souvent sur les infrastructures matérielles. De même, les modes de gestion présentent des similitudes en raison d'une même préoccupation pour la participation et l'autonomie dans l'organisation du travail, mais la NÉS présente des spécificités significatives au plan de la gestion et de la gouvernance, entre autres en raison d'un fonctionnement démocratique reposant sur l'association de personnes.

Selon Bellemare (R-01-2003), ce qui est considéré par les analystes de l'économie sociale comme le propre des nouvelles pratiques d'intervention des mouvements sociaux dans une conjoncture postfordiste, à savoir la perte de vitesse des référents étatiques et des espaces nationaux au bénéfice de l'espace local comme cadre de vie et comme unité d'action, constitue aussi de plus en plus un référent de l'action pour les spécialistes de disciplines autrefois davantage différenciées, tels le travail social, la sociologie, l'économie, le marketing, les relations industrielles, etc.

### ***Gouvernance***

L'importance de l'État pour le développement économique ne disparaît pas, mais son rôle est transformé (Lévesque, I-01-2002). Les nouveaux modes de gouvernance sont généralement beaucoup plus complexes que la coordination hiérarchique, puisque les parties prenantes demeurent autonomes et que les processus de prise de décision font appel à plus d'acteurs et à des acteurs qui demeurent autonomes. En misant sur le partenariat et la coopération, ces nouveaux modes de gouvernance reposent de plus en plus sur « un modèle d'interaction qui accorde beaucoup de place aux facteurs externes aux entreprises, notamment aux phénomènes d'interactions, d'apprentissages, d'échanges de savoir et d'infrastructures socio-institutionnelles. Dans ce contexte, l'État aurait tendance à jouer un rôle de catalyseur et de courtier qui favoriserait ainsi la multiplication des ententes entre partenaires économiques et non économiques, notamment pour la conquête des marchés externes. Les instances de gouvernance régionale et locale que sont, par exemple, les conseils régionaux de développement (CRD) et les conseils locaux de développement (CLD), constituent le premier instrument pour penser et orienter le développement. Ces



instances sont utiles pour mobiliser les partenaires, notamment les diverses composantes de la société civile. Le plan stratégique de développement constitue le second instrument qui outille la gouvernance régionale et qui permet d'établir un plan d'activité et des priorités. (Lévesque, I-01-2002).

### ***Développement social et développement économique***

Certaines initiatives de reconversion de territoires abandonnés mobilisent des facteurs non directement économiques relevant de la société civile, des facteurs extra-économiques et complexes (Lévesque, I-06-2002). L'alliance de plusieurs acteurs locaux peut favoriser, comme ce fut le cas dans le Sud-Ouest de Montréal et dans la région de Sorel-Tracy, la réussite de l'action politique et des mobilisations qui avaient pour but de sauver des emplois (Sylvestro, R-08-2004; R-09-2004; Ndiaye, R-16-2004). La mobilisation est souvent d'abord réactive. La seconde étape est porteuse d'un projet de reconversion, voire de revitalisation. La phase réactive est sans doute nécessaire. Elle permet une prise de conscience collective et favorise la consolidation de liens sociaux de même que l'établissement d'alliances plus larges. À travers un comité de citoyens avec le soutien d'acteurs collectifs, tels les syndicats, groupes communautaires, la Chambre de commerce, un embryon de gouvernance locale émerge et, souvent avec lui, de nouveaux leaders. Peut alors suivre la phase de définition et de promotion d'un projet alternatif. À cette étape, les acteurs de la société civile incitent spontanément les promoteurs du projet à faire le lien entre développement économique et développement social puisque leurs intérêts ne sont pas seulement économiques. Les démarches de reconversion initiées par la société civile sont souvent plus longues. En effet, à la différence du marché qui fait appel aux prix pour la coordination des activités économiques, à la différence des hiérarchies publiques et privées qui réalisent la coordination des activités à partir de règles et de la surveillance du respect de ces règles, la coordination spécifique aux associations et à la société civile repose sur l'engagement volontaire que permettent la circulation de l'information et la délibération pour l'adhésion à un projet commun qui est basé sur le partenariat et la solidarité. Comme instance intermédiaire de coordination, la gouvernance locale joue donc un rôle non seulement de leader politique (rassembleur) mais aussi d'entrepreneur collectif et, plus largement, de développeur.

***Financement***

Les fonds de développement régional et local représentent un instrument de développement qui a la cote d'amour. Entre 1996 et 2001, le nombre de ces fonds au Québec est passé de 230 à plus de 400. La capitalisation de ces fonds régionaux est passée de 760 millions \$ en 1996 à 1,3 milliard \$ en 2000. Mais ils sont également importants pour des raisons non directement financières. En effet, la plupart des fonds ont des conseils d'administration et des comités de financement, même si plusieurs passent des contrats de gestion avec les CLD ou d'autres instances. Ce faisant, ils contribuent à constituer une expertise financière en région et une connaissance bien documentée des entreprises en expansion et des entreprises émergentes. Ces fonds permettent également de développer des réseaux internes et externes, d'établir des maillages entre les entreprises et leur portefeuille (Lévesque, I-01-2002). Toutefois, les orientations du gouvernement libéral provincial en matière de développement régional, notamment ses critiques à l'endroit des fonds étatiques de capital de risque, laissent voir que ce modèle reste fragile et qu'il pourrait même être menacé par un gouvernement aux orientations d'inspiration néo-libérale (Lévesque, I-03-2004).

***Évaluation sociale et comparaison internationale***

Les objectifs socioéconomiques de la NÉS (ex. l'habilitation des personnes et des collectivités) exigent de tenir compte non seulement de la rentabilité financière (le bilan comptable), mais également de la rentabilité sociale (le bilan social), d'où l'importance de l'évaluation sociale (Noiseux et al., R-10-2004).

Pour les outils de gestion et les innovations organisationnelles, les comparaisons internationales sont d'autant plus nécessaires que la NÉS elle-même est de plus en plus inscrite dans des réseaux d'échanges internationaux, comme c'est le cas pour la NÉ. L'étude de neuf territoires de développement régional aux États-Unis et en Europe montre que les contextes institutionnels sont déterminants (Tardif, Klein et Lévesque, R-01-2002). On note des constances, à ce chapitre, dans les pays étudiés, c'est-à-dire des instances fédérales ou quasi-fédérales qui interviennent de façons différentes mais significatives. Ainsi, le gouvernement fédéral américain peut imposer des normes nationales, intervenir par le biais de ses départements ministériels et encore par ses commissions régionales. Son action prend par contre davantage la forme d'interventions sectorielles. La Communauté européenne, cependant, s'affiche comme un acteur incontournable pour le développement

régional en désignant des zones d'action et en créant des fonds spécifiques pour le développement régional et l'aménagement du territoire. Ces deux types d'intervention correspondraient en quelque sorte à celles de Développement économique Canada et Développement des ressources humaines du Canada (DRHC). L'action des structures gouvernementales de type suprarégional tend néanmoins à diminuer ou à être moins visible, comparativement à l'émergence de nouveaux dispositifs locaux d'appui au développement régional. En revanche, les contextes gouvernementaux sont plus contrastés si l'on s'en tient, par exemple, aux cas de la France, de l'Italie et de l'Espagne. Enfin, l'analyse des cas étudiés montre que le défi du développement régional se pose sous deux registres qui exigent des actions différentes mais convergentes. Le premier concerne la création en région de réseaux productifs localisés en lien avec l'économie globale, et ce non seulement dans les secteurs que l'on reconnaît comme faisant partie de la nouvelle économie. Ici, les grands acteurs économiques, en partenariat avec l'État et les institutions, se doivent de définir des orientations stratégiques et de faire des choix susceptibles de créer et renforcer des réseaux. Le deuxième type d'action concerne la réinsertion des milieux exclus. Le problème qui se pose dans ce cas est celui de la formation, entre autres, de la main-d'œuvre.

Un portrait comparatif des initiatives d'insertion socioprofessionnelles par l'activité économique en Suisse, en Belgique, en France et au Québec (R-12-2004; R-13-2004; R-14-2004; R-15-2004) est, à ce sujet, éclairant. Il démontre que la reconnaissance par l'État de ce secteur d'activité est variable (ici, le Québec s'en tire mieux que la Suisse, par exemple). Parmi les défis des IAE : l'application d'accords relevant du non marchand, correspondant à une partie de la production garantie par les pouvoirs publics; l'établissement de nouvelles modalités de programmation et d'évaluation des politiques publiques; le défi de l'évolution dans un marché déréglementé et exigeant; l'importance de mesures visant à ne pas participer « à la flexibilisation des ressources humaines fragilisées ».

Une analyse comparative des stratégies de développement locales en Midi-Pyrénées et en Beauce pose, en dépit de mesures de soutien au développement, des questions, notamment sur le rôle déterminant des entreprises leaders responsables du renouveau en cours, dans un marché fortement concurrentiel. La deuxième question renvoie aux transformations de

l'action publique en matière d'animation économique. Cette mutation peut, dans une certaine mesure, apparaître comme une mise en retrait de l'État et des collectivités locales au bénéfice de structures au sein desquelles les intérêts des industriels sont largement pris en compte (R-02-2001).

## **3.2 Le maintien et insertion en emploi**

### **3.2.1 *Présentation du secteur***

Le secteur de l'emploi et de l'insertion sociale et professionnelle en économie sociale est assez récent, tout au plus une vingtaine d'années, et ce n'est qu'au cours des dix dernières années qu'on a pu assister à la structuration du secteur. La politique d'emploi et du marché du travail a connu d'importantes transformations au cours des dix dernières années. De juridiction partagée entre le palier fédéral et le palier provincial, l'année 1997 a constitué un changement majeur avec l'entente administrative Canada-Québec qui accorde au Québec les mesures actives en matière de main-d'œuvre, tout en laissant au fédéral l'administration de l'assurance-emploi. En 1998, la création d'Emploi-Québec, responsable des mesures actives en matière de main-d'œuvre, et sa crise au cours des années qui ont suivi, sont venues modifier le cadre dans lequel évoluent les organismes communautaires. La filière du développement de l'emploi passe en partie par la filière du développement de la richesse, celle du développement local et régional. De nouvelles institutions la soutiennent, tels les fonds de travailleurs et de financement (Fonds de la FTQ, RISQ) ainsi que des organismes locaux de concertation et de développement (CLD, CDÉC, SADC). La filière de l'insertion sociale et professionnelle, quant à elle, touche plus particulièrement les personnes exclues du marché du travail. L'accès à l'emploi pour les segments plus défavorisés de la population active et son corollaire, l'insertion par le travail, sont apparus surtout dans les quinze dernières années, créant ainsi une filière plus spécifiquement articulée autour d'organisations et d'entreprises d'économie sociale. Mentionnons à cet égard :

- Quelque 150 SEMO regroupés sous la bannière de l'Association des services externes de main-d'œuvre);
- Une centaine d'entreprises d'insertion constituées en différents réseaux : 32 entreprises au Collectif des entreprises d'insertion; 18 dans le réseau des centres de formation en entreprise et récupération (CFER) et oeuvrant dans différents secteurs; de petits fonds

communautaires dédiés à des catégories sociales particulièrement défavorisées, comme l'Association communautaire d'emprunt de Montréal (ACEM) ou les centres d'initiatives à l'emploi local (CIEL); 150 centres locaux d'emploi (CLE) : créés en 1998, les CLE gèrent l'ensemble des mesures actives d'emploi pour toutes les catégories de personnes sans emploi et pour l'aide aux entreprises en matière de main-d'œuvre; un fonds de lutte à la pauvreté par la réinsertion au travail qui relève du ministère de la Solidarité sociale et du ministère du Travail : créé en 1996, il est géré par Emploi-Québec, organisme public national chapeautant les CLE; une centaine de carrefours jeunesse-emploi composés d'autant de conseils d'administration où oeuvrent plus de 1 000 bénévoles et où travaillent 850 personnes : les CJE sont nés dans la deuxième partie de la décennie 1990, à partir d'une expérience fondatrice apparue en 1984 dans l'Outaouais. On trouve, finalement, la filière communautaire. (Favreau, I-02-2003).

### **3.2.2    *Les cahiers de l'ARUC-ÉS***

Parmi les 75 cahiers de l'ARUC-ÉS produits entre 2001 et fin 2004, 17 portent principalement sur le maintien et l'insertion en emploi. Parmi ceux-ci, les cahiers consistent surtout en des portraits sectoriels locaux ou régionaux, notamment des études comparatives dans la collection *Recherche*. Sept d'entre eux traitent des stratégies de relance et des alliances locales dans les régions de Sorel-Tracy et du Sud-Ouest de Montréal (3) et des initiatives de formation par le travail et d'insertion professionnelle en France, en Belgique, en Suisse et au Québec (4). Ces quatre derniers portraits comptent environ 100 pages chacun. On y trouve des informations complètes sur les historiques de développement de ce secteur d'activité, l'environnement législatif, les réseaux, les aides et les subventions, les acteurs et les enjeux politiques actuels. On trouve également deux cahiers tirés d'une recherche portant sur l'insertion sociale et professionnelle à partir des personnes vivant en logement social. Le secteur de l'emploi et l'insertion a par ailleurs donné lieu à plusieurs comptes rendus et actes de colloque dans la collection *Transfert*. Six de ces colloques, forums ou séminaires étaient organisés par l'ARUC-ÉS en collaboration avec d'autres organismes. Mentionnons, en 2001, le Forum sur l'intégration et l'insertion au marché organisé conjointement avec la Table régionale des organismes en employabilité de l'île de Montréal; en 2002, le Rendez-vous Montréal 2002 sur les initiatives de reconversion industrielle à partir de la société civile (avec plusieurs partenaires) et, en 2003, le colloque intitulé *Un véritable partenariat en employabilité est-il possible?*, avec la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO).

Ces cahiers demeurent des sources documentaires riches et importantes dans un contexte où le secteur de l'employabilité était marqué par des transformations majeures : entente Canada-Québec, reconnaissance des organismes communautaires en insertion pour ne nommer que celles-là. Ajoutons, parmi les comptes rendus, trois séminaires : un premier portant sur les conditions de travail et la syndicalisation dans le secteur de l'économie sociale; un second portant sur les conditions d'emploi dans le secteur de l'ÉS touchant le tourisme et le loisir et un troisième, en collaboration avec la Fondation Chagnon, portant sur l'insertion sociale. On trouvera également une recension d'une trentaine de textes pertinents sur l'économie sociale, le développement de l'emploi et l'insertion au Québec et, enfin, un texte d'analyse sur la pauvreté dans la collection *Interventions*. Aucune conférence ou communication portant principalement sur l'insertion n'a été publiée sous forme de cahier de l'ARUC-ÉS. La recension des écrits de Favreau et Huot (T-01-2002), quant à elle, montre que le secteur est bien couvert par la littérature et la recherche au Québec.

Les préoccupations des cahiers de l'ARUC-ÉS sur l'emploi et l'insertion portent principalement sur les rapports entre l'État et le milieu communautaire, sur la nature des alliances entre les syndicats et les milieux locaux à l'intérieur des stratégies de relance locale de l'emploi et sur la nature des initiatives pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle des populations exclues.

### ***Innovation sociale***

Partout dans le monde, des initiatives de prise en charge locale par la société civile sont observées. C'est la crise de l'emploi engendrée par les mouvements de restructuration du capitalisme qui a entraîné des innovations sociales. Au-delà du rôle redistributif de l'État-providence, celle-ci a mis en lumière le rôle du travail pour les individus, en termes de valorisation et d'exercice de la citoyenneté active. Selon Favreau, au Québec, « c'est le croisement actif de ces initiatives avec de nouvelles politiques publiques qui fait l'originalité du développement économique et social des deux dernières décennies. C'est le levier de la production de richesses, mis au service d'objectifs économiques et sociaux qui donnera naissance à de véritables filières. Autrement dit, ces nouvelles pratiques ne sont pas constituées uniquement par des affinités de réseaux liés à des mouvements sociaux. Elles se sont progressivement insérées dans une cohabitation désormais institutionnelle

avec le service public, créant ainsi des filières ». Dans certains secteurs, il existe en effet des dispositifs permanents de médiation entre ces initiatives et le service public, des filières. (Favreau, I-02-2003)

La particularité des entreprises d'insertion (EI), en regard des formes étatiques antérieures de prise en charge étatique, est la prise en compte des besoins des personnes en situation d'exclusion. La proximité des organismes avec le milieu local a donné lieu à des expertises pour répondre de plus près aux besoins des jeunes, des personnes ayant des problèmes de santé mentale, aux chômeurs de longue durée, aux immigrants, aux mères monoparentales, par exemple. Cette même proximité avec la population et l'expression de besoins non comblés les a aiguillées vers des initiatives plus ciblées.

Les entreprises d'insertion regroupées sous la bannière du Collectif des entreprises d'insertion du Québec (CEIQ) ont obtenu la reconnaissance de l'État québécois à travers le Cadre de reconnaissance et de financement des entreprises d'insertion. Les résultats de l'entreprise d'insertion sont négociés dans le cadre d'ententes de services avec Emploi-Québec. Les missions et les populations particulières peuvent être admises dans les contrats de services (Noiseux, R-15-2004). Les valeurs qui guident les interventions des entreprises d'insertion sont : le refus d'étiqueter les gens; favoriser leur autonomie et leur prise en charge; prise en considération du potentiel de la personne; prise en considération de la personne dans sa globalité. La structure des organismes est souple. Les services débordent les contrats qui lient les organismes à Emploi-Québec, bien qu'aucun financement ne soit prévu à cette fin. Par exemple, on passe une heure de plus avec une personne, on l'accompagne en tenant compte de sa réalité, parfois difficile. On développe des outils adaptés à des groupes de personnes ayant des besoins particuliers (sans-abris; immigrants; ex-détenus; personnes monoparentales).

### ***Entrepreneurship collectif et social***

À Sorel-Tracy, l'Atelier du chômeur est l'une des initiatives issues de ce dynamisme (Favreau, T-01-2002). L'Atelier du chômeur permet d'employer des jeunes sous-scolarisés ou en difficulté, de créer des emplois locaux, de protéger l'environnement (collecte, récupération, recyclage de meubles, vêtements). Par ailleurs, une analyse des alliances entre milieu syndical et milieux locaux, dans cette même région, laisse voir que, face à la

décroissance des grandes entreprises de Sorel-Tracy, la faiblesse du milieu communautaire et ses liens relâchés avec le milieu syndical semblent avoir défavorisé des alliances fortes. Le besoin d'aller chercher des appuis à l'extérieur des filières syndicales n'est pas encore développé chez les responsables des syndicats locaux. De leur côté, les milieux communautaires semblent évoluer dans un espace parallèle. Malgré cela, on remarque une volonté de développer une stratégie régionale avec de nouveaux partenaires, notamment un centre de recherche universitaire de l'UQAM, la mise en place d'un fonds de développement dans le cadre du CLD ou un plan conjoint de revitalisation de Sorel (Sylvestro, R-08-2001).

### ***Gouvernance***

Les filières de l'employabilité et de l'insertion s'inscrivent, au Québec, dans le cadre d'une nouvelle forme de gouvernance qui mise sur la décentralisation des politiques publiques et sur la participation des divers acteurs socioéconomiques, soit les syndicats, les entreprises locales et diverses associations. Le rôle de l'État et même des gouvernements locaux est souvent déterminant (financement, protocoles d'entente, plan stratégique de développement). Cette nouvelle forme de gouvernance n'a pu se réaliser sans la forte mobilisation de la société civile québécoise autour principalement de l'emploi qui a été au cœur du renouvellement de la stratégie de la lutte contre la pauvreté. Les organismes communautaires engagés dans des activités d'employabilité, notamment les SEMO, les CLE, les carrefours jeunesse-emploi (CJE) jouent désormais un rôle important dans l'insertion des personnes sans emploi, mais les politiques et mesures d'Emploi-Québec les placent dans un rapport de sous-traitance, confinés à des résultats quantitatifs et à court terme (c'est-à-dire trois mois après l'entrée dans le programme). Ici, la gestion étatique de sortie de l'aide sociale entre en contradiction avec les visées et les manières d'opérer l'insertion. En revanche, les services offerts par les entreprises d'insertion dépassent les contrats qui les lient à Emploi-Québec : autonomie, prise en charge à plus long terme, écoute, soutien psychosocial envers des populations très défavorisées (April, T-05-2002).

Mais, selon Favreau (I-02-2003) l'approche québécoise ne constitue pas pour autant une solution sans fragilité. De plus, la conjoncture actuelle en est une de transition où le nouveau cohabite souvent avec l'ancien. Ainsi, les CDÉC, le CDC et les CLD sont et peuvent être des lieux spatialisés de la coordination des interventions de développement en



faveur des économies locales. Mais ces dispositifs éprouvent certaines difficultés, comme le relève notamment la territorialisation des politiques de l'emploi (Emploi-Québec et CLE) : 1) les traditions centralisatrices de ministères subsistent pour le financement et la réglementation; 2) les responsabilités entre l'État, les municipalités (MRC) et les autres acteurs ne sont pas toujours claires, provoquant des distorsions dans les démarches partenariales; 3) les partenaires sociaux ne sont pas tous engagés avec la même présence et la même conviction; 4) la coordination est parfois mal engagée entre le service public et les services communautaires. Dans ce cas, c'est le risque d'assimilation des compétences du communautaire à la logique du service public qui est en cause.

### ***Financement et liens entre le développement social et économique***

L'importante structuration des entreprises agissant non seulement en employabilité, mais également dans d'autres secteurs de l'économie sociale, tels le loisir, les services de garde, les cuisines collectives, les entreprises d'aide domestique, le logement social ou les organismes en périnatalité, de même que les nombreuses recherches qui y sont consacrées depuis une quinzaine d'années jettent un éclairage sur le lien entre le développement social et le développement économique (Proulx, T-09-2003). Les modalités de financement du secteur ont été traduites, pour les entreprises d'insertion, dans le *Cadre de reconnaissance et de financement des EI*. Le principal bailleur de fonds publics des EI est Emploi-Québec. Plus de 50 % de la somme versée par Emploi-Québec est utilisée pour payer le salaire des participants-travailleurs. Concrètement, c'est par le biais d'une « entente de services » que s'établit le rapport financier entre Emploi-Québec et les entreprises d'insertion. Des objectifs de résultats sont reliés à l'entente. D'autres types d'aide publics et privés sont utilisés par les EI, par exemple : CLD, RRSSS, ministère de l'Environnement ou d'autres ministères sectoriels selon les domaines d'intervention des EI, fonds discrétionnaires de députés, DRHC, Centraide, fondations privées, collectes de fonds et, bien sûr, le revenu des ventes de production des EI. Les raisons qui ont poussé les entreprises d'insertion à réclamer une part de financement public sont que « la réussite et la viabilité de l'entreprise d'insertion nécessitent, en complément du chiffre d'affaires issu de la production, le soutien financier des pouvoirs publics pour compenser le manque à gagner dû aux conditions d'exploitation spécifiques ou au « surcoût social » (forte rotation, rendement insuffisant, surencadrement, temps de formation, etc.) (Noiseux, R-15-2004).

### ***Évaluation sociale***

Dans le secteur de l'insertion, « les entreprises d'insertion doivent se conformer à une évaluation annuelle fondée sur l'atteinte des objectifs spécifiques précisés dans « l'entente de services » liant l'EI à Emploi-Québec. Ces objectifs spécifiques ainsi que les critères utilisés pour en vérifier l'atteinte sont sujets à la négociation entre Emploi-Québec et les entreprises d'insertion. De plus, le *Cadre de reconnaissance* prévoit, qu'à chaque trois ans, une évaluation plus poussée est effectuée. Elle porte sur la concordance globale aux critères de reconnaissance des entreprises d'insertion ». (Noiseux, R-15-2004).

### ***Comparaison internationale***

Deux séries de cahiers offrent une comparaison internationale. Une série de quatre monographies porte sur des initiatives d'insertion socioprofessionnelle par l'activité économique au Québec, en Belgique, en France et en Suisse. L'analyse montre, qu'à l'exception de la Suisse, la reconnaissance par l'État des activités de formation par le travail est chose faite, mais qu'elle demeure en évolution fragile, voire en tension (Noiseux, R-15-2004; Sylvestro, R-14-2004; Noiseux, R-13-2004; Sylvestro et Noiseux, R-12-2004).

Une seconde série analyse quelque 25 programmes ou projets nord-américains (États-Unis, Canada, Québec) et français visant l'insertion en emploi de personnes occupant des logements sociaux. La distinction principale réside dans les objectifs et missions que sous-tendent les divers programmes et projets. Ainsi, aux États-Unis, le but est de permettre aux résidents de logements publics d'acquérir une certaine autonomie sociale et financière de manière à leur permettre de quitter les logements publics et d'ainsi les libérer pour d'autres. Au Canada anglais, au Québec et en France, les projets ne cherchent pas à promouvoir la mobilité résidentielle, mais à initier des processus de revitalisation du milieu de vie et de la communauté, des démarches d'intégration sociale et d'*empowerment* de populations fragilisées socialement et économiquement. Au-delà de cette distinction fondamentale, la recherche montre que le logement et la stabilité résidentielle représentent effectivement un premier pas vers l'insertion en emploi (Pfister, R-03-2001; Pfister, R-04-2001). D'autres points de vue internationaux sont explorés dans la recension des écrits de Favreau (T-01-2002).

### **3.3 Le développement durable**

#### **3.3.1 *Présentation du secteur***

En tant que secteur de l'économie sociale, l'intérêt se rapportant aux activités relevant du développement durable est plus récent et ses contours, tant théoriques qu'opérationnels, restent en définition. C'est pourquoi il est peut-être encore prématuré de circonscrire le secteur et ses organisations de façon définitive. On peut donc parler d'un secteur en émergence, riche d'expérimentations et de promesses. Parmi les secteurs d'activité plus visibles (parce que plus institutionnalisés) du développement durable en économie sociale, un premier secteur relié directement à l'environnement peut-être cité : il s'agit des ressourceries, des coopératives forestières et des organismes de promotion en environnement. Le Réseau des ressourceries du Québec (RRQ) compte une trentaine de ressourceries actives dans plusieurs régions du Québec et une cinquantaine d'organismes promoteurs de projets de ressourceries. Il souhaite éventuellement implanter 90 ressourceries à travers le Québec. Dans le domaine forestier, on peut compter 41 coopératives forestières et 44 organismes de gestion en commun (OGC), pour un total de 9 500 travailleurs (Tessier, R-06-2003). La Conférence des coopératives forestières du Québec regroupe la majorité des coopératives forestières. Mais d'autres secteurs s'ajoutent, qui peuvent aussi se réclamer de l'économie sociale. Il s'agit du domaine, aussi récent que dynamique, du commerce équitable. Ce sont ces secteurs d'activité qui ont surtout intéressé les chercheurs du *CAP Développement durable*. Mais l'idée du développement durable s'applique facilement à d'autres secteurs importants de l'économie sociale : pensons aux activités de revitalisation urbaine (à travers le logement communautaire), à la coopération internationale entre le Nord et le Sud, au tourisme social ou aux entreprises de reconversion qui peuvent, à des degrés divers, s'inscrire dans une optique de développement durable. Comme plusieurs autres, ce secteur d'activité en recoupe d'autres qui possèdent leurs structures et institutions propres, y compris dans l'organigramme de l'ARUC-ÉS.

#### **3.3.2 *Les cahiers de l'ARUC-ÉS***

Parmi les cahiers de l'ARUC-ÉS produits entre 2001 et fin 2004, sept s'inscrivent principalement dans le domaine du développement durable. Les cahiers comportent des textes théoriques qui traitent de l'articulation entre économie sociale et développement

durable (Lévesque, I-04-2002; Gendron, R-17-2004). On compte un portrait du secteur des coopératives forestières et des organismes de gestion en commun (Tessier, R-06-2003) et un document de présentation des expériences d'*Agendas 21 locaux* et des arguments en faveur de leur introduction au Québec (Roche, R-05-2004) dans la collection *Recherche*. Les trois autres cahiers, dans la collection *Transfert*, découlent de colloques ou séminaires organisés conjointement par le CAP *Développement durable* de l'ARUC-ÉS. Il s'agit du colloque *L'économie sociale en environnement : premier bilan international des ressourceries* (Séguin, T-04-2003), du compte rendu du séminaire *Commerce équitable : le défi de construire un réseau* (Audebrand, T-03-2004) et des actes du forum *Comités de concertation en environnement et en santé environnementale : nouvelle gouvernance?* (Gagnon, T-04-2003). Les auteurs de ces cahiers se sont surtout attardés à la gouvernance, à l'innovation et aux rapports et articulations entre le développement social et économique et, dans une moindre mesure, aux comparaisons internationales.

### ***Innovation sociale***

Le mouvement du commerce équitable s'inscrit dans la tradition de l'aide et de la coopération internationale. Celui-ci a émergé plus récemment comme une alternative aux rapports « donneurs-bénéficiaires » qui caractérisaient (et caractérisent encore souvent) les modalités de l'aide internationale. Il ne s'agit pas d'aider les pays à se développer, mais bien de leur donner les moyens de le faire, en leur offrant notamment des conditions d'échanges plus justes (Gendron dans Audebrand, T-03-2004). Le commerce équitable est souvent associé aux rapports commerciaux entre le Nord et le Sud, mais ses principes intéressent aussi des entrepreneurs impliqués dans des activités commerciales locales (ressourceries, récupération, etc.). Souvent organisé à partir d'initiatives de la société civile (les ONG) plutôt que des États-nationaux, il propose une autre manière de faire du commerce en établissant une série de principes à la base d'une relation commerciale d'un nouveau type : ce ne sont plus deux agents économiques recherchant une utilité marginale qui transigent, comme se plaisent à les imaginer les livres d'économie, mais bien des personnes en chair et en os, qui, à travers une transaction commerciale, sont appelées à établir une véritable relation de solidarité. Au chapitre des principes, le commerce équitable prône le commerce direct et l'élimination des intermédiaires, le paiement à l'avance, l'organisation démocratique du travail, le respect de l'environnement et le juste prix. Ces

principes sont opérationnalisés par un système de distribution alternatif ou encore un système de label et de certification, dans lesquels interviennent des ONG, et de toutes nouvelles organisations fédératives. Les entreprises collectives forestières sont nées, quant à elles, du désir d'autonomie économique et de gestion de la part des travailleurs du bois. Ici, l'innovation tient davantage à l'autonomie des groupes de travailleurs sur la gestion et la démocratisation des processus (une voie, un vote). Les impératifs de survie des petites localités les ont amenées vers la diversification et la transformation de la matière ligneuse. Quant aux organismes de gestion en commun, ils sont davantage conviés à la gestion intégrée des ressources.

### ***Entrepreneurship collectif et social***

La visibilité de plus en plus grande de ces deux réalités (commerce équitable, économie sociale) a créé auprès de la population une demande croissante pour les produits issus de cette économie solidaire et pour un accès plus facile à ces produits. Cependant, la capacité de répondre à cette demande est encore restreinte par l'accès limité à des réseaux de distribution. Des démarches actives ont cours pour étendre la distribution des produits du commerce équitable aux réseaux des entreprises collectives (coopératives scolaires, ressourceries, etc.) tout en suscitant de nouvelles initiatives.

### ***Rapport entre développement social et développement économique***

Les problèmes environnementaux font ressortir la nécessité d'adopter une perspective sociale de l'économie. Pour les ressourceries, cela suppose, au plan économique, de regarder la « plus-value » des objets considérés comme des déchets, de développer l'économie locale et régionale, de créer des emplois durables et d'établir des contrats de service environnementaux avec les municipalités à partir de la responsabilité des producteurs. Au plan environnemental, certaines activités visent d'une part, la sensibilisation et l'éducation environnementale — comme la Semaine de réduction des déchets — et, d'autre part, à détourner de plus en plus de tonnes de déchets des sites d'enfouissement. Sur le plan social, les activités concernent la création d'emplois permanents, une formation qualifiante d'intégration sur le marché du travail, l'accès à des produits et des services à bas prix pour les familles à faible revenu et l'amélioration de la qualité de vie des citoyens et des citoyennes. Jusqu'à maintenant, le RRQ a récupéré 45 000 tonnes de déchets et a créé 526 emplois (Houle dans Séguin, T-03-2003).

Les ressourceries sont au carrefour d'une viabilité économique, sociale et environnementale. Au plan économique, chacune d'elles visent un autofinancement croissant, d'une année à l'autre, indépendamment du caractère de leur milieu d'opération, rural ou urbain. Au moyen d'un plan d'affaires, elles doivent démontrer leurs capacités à assumer la gestion de l'entreprise et sa rentabilité économique, sociale et environnementale. Il faut voir les ressourceries comme un outil de développement économique local et régional offrant des services de réduction et de récupération complémentaires à la collecte sélective des divers acteurs publics et privés d'un territoire donné. Elles tendent aussi à obtenir, de l'organisme responsable de la gestion des matières résiduelles de leur région, un partenariat économique relatif à ses activités et sa compétence, et ce, tant dans les milieux ruraux qu'urbains. Au plan social, les ressourceries intègrent des personnes dans le besoin à des emplois durables et de qualité; s'assurent d'accompagner leur programme de création d'emploi d'une formation qualifiante reconnue; articulent leurs services aux besoins de la communauté; développent des partenariats avec les organismes communautaires et environnementaux et collaborent, avec les forces vives du milieu, aux initiatives qui visent la réduction des quantités de matières vouées à l'élimination. Mentionnons qu'elles sont des entreprises d'économie sociale dont les services offerts à la communauté sont reconnus par les autorités responsables des questions sociales. Et puis, au plan environnemental, les ressourceries protègent l'environnement en transformant les déchets et en maximisant l'utilisation de nos ressources. Elles offrent aussi au public de l'information sur les moyens les plus écologiques de disposer de leurs matières résiduelles. Les ressourceries ont quatre fonctions opérationnelles au Québec qui leur permettent d'être efficaces dans tout le processus de gestion des matières résiduelles : les systèmes de collecte, de mise en valeur, de mise en marché et de communication.

### ***Gouvernance***

Les modes de gouvernance sont, dans le domaine du développement durable, au stade de l'expérimentation. Les modes de concertation, de multipartisme et de partenariat semblent toutefois s'imposer dans la gestion et la planification. L'évaluation des comités de suivi environnemental, les comités de vigilance liés aux installations d'élimination des déchets et autres comités multipartites en environnement et en santé environnementale montrent que ces procédés débouchent à la fois sur des apprentissages individuels et, souvent, à

l'évolution d'une situation de confrontation à une situation de collaboration (Gagnon, T-04-2004). En outre, les législations des dernières années accordent une place à des comités de suivi composés de multiples acteurs, dont ceux de la société civile et de l'économie sociale. On déplore cependant, à ce stade-ci, l'absence de superstructures pour relier et concerter les actions encore trop éparses (Gagnon, T-04-2004).

Les ressourceries du Québec sont en quête de reconnaissance par l'État. Pour d'aucuns, celle-ci passe par la reconnaissance des ressourceries pour l'atteinte des objectifs de la *Politique gouvernementale sur la gestion des matières résiduelles* et leur contribution en matière de création d'emplois durables. Pour le Réseau des ressourceries du Québec (RRQ), la reconnaissance étatique impliquerait le soutien à l'implantation, l'accompagnement et le suivi des entreprises d'économie sociale en environnement au Québec (Houle dans Séguin, T-03-2003).

### ***Financement***

Les ressourceries reçoivent de petites subventions de l'État ou d'autres sources; elles visent un autofinancement croissant d'une année à l'autre, indépendamment du caractère de leur milieu d'opération, rural ou urbain. Au moyen d'un plan d'affaires, elles doivent démontrer leurs capacités à assumer la gestion de l'entreprise et sa rentabilité économique, sociale et environnementale.

L'État n'accorde aucun financement aux coopératives forestières; les fonds proviennent essentiellement des membres et d'autres investisseurs privés. Les organismes de gestion en commun reçoivent des subventions de l'État, dont ils sont entièrement dépendants. Les rapports qu'entretiennent les deux groupes en regard de l'État, de l'industrie et des travailleurs sont donc différents, tout comme leur mission respective d'ailleurs.

## **3.4 Les services aux personnes**

### ***3.4.1 Présentation du secteur***

Le secteur de l'économie sociale dans le domaine des services aux personnes connaît, depuis une vingtaine d'années, une importante phase de croissance, fruit des maillages, du moins au Québec, entre mouvements sociaux, organismes communautaires et politiques publiques. Les domaines d'intérêt pour l'économie sociale vont des services de garde aux

ressources périnatales, aux services à domicile, au transport adapté, aux services d'insertion par l'emploi et au logement social. Les organismes impliqués dans ces secteurs totalisent des milliers de coopératives et d'OBNL. Depuis quelques années, on a pu assister à la naissance de 110 entreprises d'économie sociale en aide domestique (EESAD), d'une dizaine de centres de ressources périnatales (CRP), à près de 1 000 centres de la petite enfance (CPE) et de quelques centaines d'OBNL et coopératives d'habitation offrant des services. On peut aussi ajouter quelques dizaines de centres de travail adapté (CTA) et services externes de main-d'œuvre (SEMO) destinés à des groupes de personnes ayant des incapacités. Les mouvements associatifs (organismes de promotion et de défense des droits) des personnes handicapées (COPHAN), personnes âgées (FADOQ, AQDR), personnes ayant des problèmes de santé mentale (RRASMQ), de même que les regroupements nationaux d'entreprises d'économie sociale (Réseau québécois des OSBL d'habitation, Réseau des EESAD, Regroupement des CPE, etc.), forment une importante et influente nébuleuse d'organisations.

Par ailleurs, à partir de la recherche de Vaillancourt (R-09-2002), l'examen de l'ensemble des mesures destinées aux personnes ayant des incapacités, dans une douzaine de secteurs, permet de constater que l'intervention de l'État demeure très importante (présente dans 97 % des mesures) et que l'entreprise privée (18 %) y demeure trois fois plus présente que l'économie sociale (dans 7 % des mesures) (R-09-2002).

### **3.4.2 Les cahiers de l'ARUC-ÉS**

Six cahiers de l'ARUC-ÉS relèvent plus spécifiquement du domaine des services aux personnes. Quatre cahiers sont des rapports dans la collection *Recherche*. Le cahier R-09-2002 intitulé *Les politiques sociales s'adressant aux personnes ayant des incapacités au Québec* constitue à la fois un inventaire, un historique et une analyse de la contribution du secteur de l'économie sociale dans certains domaines (transport, logement social, intégration au travail). Un autre texte, davantage théorique, porte sur la contribution de l'économie sociale dans les politiques sociales comme déterminant de la santé et du bien-être (R-02-2003). Deux cahiers de recherche s'intéressent plus particulièrement aux services de garde à l'enfance. L'un consiste en une revue de la littérature sur le thème de la qualité des services de garde (R-11-2002); l'autre s'intéresse aux rapports de contrôle et de



surveillance entre les centres de la petite enfance (CPE) et le ministère de la Famille et de l'Enfance (MFE) (R-11-2004). Enfin, deux cahiers rendent compte, dans la collection *Transfert*, de séminaires organisés dans le cadre du CAP *Service aux personnes*. Le premier séminaire, en 2002, portait sur la participation des usagers dans les organisations offrant des services aux personnes (T-04-2002). Le second, en 2003, portait sur l'économie sociale dans le domaine de l'insertion sociale (T-09-2003).

### ***Innovation sociale***

L'apport particulier de l'économie sociale dans le domaine des services aux personnes est sa capacité à modifier, tout en le structurant, le rapport de consommation, le rapport de services. Comme le souligne Benoît Lévesque :

Dans les services aux personnes, il est clair qu'il y a une interaction entre celui qui reçoit et celui qui donne. Toutefois, ce rapport entre producteur et usager dépend du type d'entreprise qui offre le service. Dans les entreprises privées, le rapport implique des usagers individualisés tandis que dans celles de l'économie sociale, il y a internalisation du rapport. Cela signifie que les liens entre celui qui offre le service et celui qui le reçoit font partie de l'essence même de l'activité de l'entreprise. L'offre de service n'est pas définie en fonction d'un usager impersonnel. Elle est plutôt déterminée conjointement avec ceux qui sont usagers de ces services. Cette production conjointe de l'offre et de la demande de services se réalise, en général, lors de la phase d'émergence des entreprises. En effet, les entreprises d'économie sociale en aide domestique, par exemple, ont été créées pour répondre à un besoin exprimé par les usagers (...) (T-04-2002).

L'activité de services est en fait une relation entre trois personnages : l'utilisateur, le prestataire et la direction, dont l'objet est certes la compétence du personnel, mais aussi les modalités de l'organisation du travail. On peut convenir que, si la relation est déterminée par la cible à traiter, c'est-à-dire le degré de réflexivité de la pratique, elle l'est aussi par la forme d'encadrement de cette pratique (Huot, T-04-2002). Le logement social avec support communautaire constitue un bon exemple du dépassement du modèle fordiste de consommation des services ou, comme le dit Vaillancourt (R-02-2003), de double *empowerment* des producteurs et des usagers.

### ***Entrepreneurship collectif et social***

Au Québec, tout comme en Occident, cette nouvelle organisation des services tire son influence du mouvement en faveur de l'autonomie des personnes, en dépit de leur handicap

(personnes âgées en perte d'autonomie, personnes handicapées, personnes ayant des problèmes de santé mentale, etc.). Les mouvements sociaux de vie autonome ou *Independent Living Movement* ont façonné, à l'aide de l'État et de ses politiques publiques (logement social, programme de garderie, politique de santé mentale) l'idée selon laquelle : « Disabled persons that join and engage become social actors capable of developing and investing CBOs to defend their interests and influence social policy » (Vaillancourt, R-02-2003, p.11).

### ***Rapport entre développement social et développement économique***

L'économie sociale a contribué à la structuration de secteurs d'emploi jusque-là confinés à l'informel. Les services aux personnes, organisés sous l'égide de l'économie sociale, se situent au confluent de l'offre issue de l'État, du privé et de l'informel. Une partie des services pris en charge concourt à la privatisation (à partir de l'État), mais aussi de la déprivatisation (à partir du secteur privé) et, surtout, à la « défamilialisation » (à partir du travail gratuit des femmes). Ces besoins en croissance, jusque-là peu solvables, donnent lieu, avec l'aide des politiques publiques de l'État, à des « gisements d'emplois » dans les domaines de l'intégration au travail des personnes handicapées : 150 000 places et 22 000 emplois, ce qui en fait l'un des plus gros secteur d'emplois mis à part le secteur public dans les services de garde; 5 500 travailleurs desservant 103 organisations et 62 400 clients. Le logement social avec services représente, quant à lui, des investissements notoires, quoique moins importants, sans compter la stimulation de l'industrie de la construction dans la phase de réalisation des projets de logements.

### ***Gouvernance***

Dans le domaine des services aux personnes, l'*empowerment* des usagers est, en fait, lié à l'*empowerment* des travailleurs (plus ceux-ci sont valorisés, plus le milieu de travail sera hospitalier et encourageant pour les personnes handicapées et leur intégration sur le milieu du travail). Par ailleurs, la participation des usagers dans les services met aussi au cœur des préoccupations sociales et des politiques la question de la légitimité et de la représentativité des acteurs sociaux impliqués. « Ce thème renvoie alors au développement de la participation collective plutôt qu'individuelle, de même qu'à l'implication de diverses catégories d'acteurs, comme les travailleurs et les usagers, qui ont des intérêts parfois

divergents. Enfin, il existe des normes de participation qui demandent un investissement plus ponctuel de la part des usagers et de ceux qui les encadrent ». (Lévesque, T-04-2002)

### ***Évaluation sociale***

La recherche de Bellemare, Gravel et Briand (R-11-2002), présente, à partir de l'examen de la littérature, les mesures d'évaluation les plus fréquemment utilisées pour la qualité des services de garde. Par ailleurs, la contrainte du court terme quant à l'évaluation des impacts de l'insertion sociale imposée par les programmes de financement actuels doit aussi être réprouvée (T-09-2003). Une entreprise privée à but lucratif qui procède à un investissement en évaluera les effets et les résultats sur plusieurs années. Mais en économie sociale, voire en insertion sociale, tous les impacts ne peuvent être mesurés étant donné un contrôle obligé au terme du projet, soit généralement neuf mois, et l'absence de financement pour le suivi. Ce qui renvoie à la difficulté de reconnaître l'investissement dans le social.

## **3.5 Le logement communautaire**

### ***3.5.1 Présentation du secteur***

Le Québec compte 128 000 unités de logement social et / ou communautaire. Ces logements prennent respectivement la forme de logements en coopérative (24 000) ou encore d'organismes sans but lucratif (29 000). En comparaison, les habitations à loyer modique de type public (HLM) totalisent 64 000 unités. Les coopératives d'habitation, plus de 1 000, sont regroupées au sein de sept fédérations régionales et de la Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH). Les OSBL d'habitation, au nombre d'environ 1 000 également, comptent autant de fédérations régionales et sont représentés, au plan national, par le Réseau québécois des OSBL d'habitation (RQOH). Les habitations communautaires (coopératives et OSBL) comptent sur un réseau d'une trentaine de groupes de ressources techniques (GRT), des OSBL chargés d'accompagner les groupes dans la réalisation des projets. Le parc québécois d'habitations sociales et communautaires s'est constitué au fil des 50 dernières années à l'aide d'une série de programmes fédéraux, provinciaux et, dans une moindre mesure, municipaux, souvent des programmes à frais partagés. Le gouvernement du Québec est intervenu de façon plus tardive que le gouvernement fédéral dans le développement du logement social et communautaire. Plusieurs décennies de développement indiquent bien que ce secteur est sorti du mode

expérimental, s'imposant maintenant comme un réseau permanent de gestion du logement social.

### **3.5.2    *Les cahiers de l'ARUC-ÉS***

Parmi les cahiers de l'ARUC-ÉS, huit portent principalement sur le logement communautaire. Les cahiers comportent des rapports de recherche, des monographies, des actes de colloque et des textes d'analyse. Parmi les rapports de recherche : une recherche comparative (États-Unis, Canada, Québec, France) sur les stratégies d'insertion en emploi de personnes vivant en logement social (Pfister, R-03-2001; Pfister, R-04-2001). Vingt-cinq programmes locaux ou régionaux y sont examinés. Les cahiers de l'ARUC-ÉS en logement communautaire sont particulièrement traversés par les thèmes du financement, de l'innovation et de la gouvernance. La question du financement fait l'objet d'une recherche retraçant les caractéristiques du financement du logement communautaire, tout en exposant les expériences internationales en cette matière (Gaudreault, R-08-2002). Le document a été publié dans le cadre d'un séminaire sur le même thème. Les actes de ce symposium ont donné lieu à un autre cahier (Rondot, T-01-2003). Le financement est examiné à travers deux monographies de coopératives et OSBL (Gaudreault, R-02-2004; Gaudreault, R-03-2004). Le logement communautaire a fait l'objet, en 2003, d'un colloque de l'ARUC-ÉS où étaient abordés ses spécificités, son apport à la revitalisation et au lien social, son avenir (Namian, T-02-2004). Ajoutons, enfin, une analyse sur les innovations sociales dans le domaine du logement coopératif au Québec (Bouchard, R-01-2001).

### ***Innovation sociale***

Plusieurs cahiers du CAP *Logement communautaire* de l'ARUC-ÉS ont abordé le secteur sous l'angle de l'innovation. Selon Benoît Lévesque, le logement communautaire est l'un des domaines d'activité qu'on peut considérer comme le plus réussi et le plus inspirant pour les autres secteurs de l'économie sociale (Gaudreault, R-08-2002). Témoin et révélateur des transformations du Québec depuis une trentaine d'années, le logement communautaire répond à des besoins non pourvus, tant par le marché que par le secteur public, mais également à des aspirations, celles de s'approprier son milieu, son habitat par l'entreprise et la gestion collective des logements. Formant l'un des plus anciens et des plus importants secteurs de la « nouvelle économie sociale », le logement communautaire offre une

alternative au logement privé par son accessibilité à des groupes de personnes défavorisées et ses coûts modérés. Mais il offre également une alternative au logement public en raison de la dimension d'action collective, de participation et de projet social qu'il peut offrir (Bouchard, R-01-2001). Le secteur s'est constitué à la suite des demandes et démarches issues de la société civile. Au plan de la production, les ensembles d'habitation (soit la pierre mais aussi les résidants) sont mis en place de manière décentralisée par des organismes, les groupes de ressources techniques (GRT), qui combinent des compétences allant de l'architecte à l'animation des groupes. Les ensembles immobiliers sont par la suite pris en charge par les résidants qui en font la gestion désintéressée, c'est-à-dire sans but lucratif. Les GRT sont un modèle unique en Amérique du Nord.

Gaudreault et Bouchard, (R-08-2002) présentent l'innovation qu'offre le logement communautaire en comparant certaines de ses caractéristiques à celles du marché et de l'État vus comme idéaux-types.

**Tableau 11 : Le logement communautaire : une innovation entre marché et État**

	<b>Marché</b>	<b>Coop et OBNL</b>	<b>État</b>
<b>Logement</b>	Bien marchand	Milieu de vie	Droit
<b>Principe</b>	Ajustement par le prix	Réciprocité / Solidarité	Redistribution
<b>Propriété</b>	Individuelle	Collective	Publique
<b>Évaluation</b>	Rentabilité	Productivité sociale	Accessibilité
<b>Régulation de l'offre</b>	Autorégulé : offre et demande atomisées	Définition conjointe de l'offre et de la demande par le producteur et l'utilisateur	<b>Intervention publique</b>
<b>Cible</b>	Demande solvable	Mixité socioéconomique Services aux usagers	Demande <b>insolvable</b>
<b>Gouvernance</b>	Intérêts divergents propriétaire / locataire	Association et partenariat	Agence publique

Issues des milieux locaux, les initiatives en logement communautaire s'emploient dans des partenariats communautaires locaux fructueux, dont les impacts sur les populations vulnérables sont de plus en plus remarquables (cuisines collectives, formations informatiques, insertion sociale, services aux aînés). Moins connus que les coopératives d'habitation et que les HLM publics, les OSBL d'habitation sont, depuis quelques années, l'objet d'une sorte de redécouverte par leur capacité à générer des pratiques novatrices dans le champ de la santé et du bien-être. Plusieurs projets, développés depuis la fin des années 1970, en contexte de crise du providentialisme dans le secteur des services sociaux, se sont présentés

comme des alternatives aux formules institutionnelles du secteur étatique en santé et services sociaux. C'est leur statut juridique et la souplesse de leur mission qui leur a permis de déborder le cadre plus strict de l'intervention des logements sociaux publics qui, jusqu'en 2001, étaient considérés seulement comme des gestionnaires de logements. Ces innovations ont, depuis lors, teinté le cadre institutionnel des HLM publiques (Namian, T-02-2004).

### ***Financement***

Le financement de la plupart des logements communautaires est, au Québec, hybride, combinant subventions étatiques sous forme d'aides à la pierre et d'aides à la personne, de contributions des locataires, d'investissements collectifs ou communautaires. La variété des formules situe les logements communautaires sur un continuum. La recherche de Gaudreault (R-08-2002) est illustrative des logiques et contraintes inhérentes aux différents types de financement en économie sociale. Dans sa version publique-collective, le financement est conçu suivant une logique de développement. Celle-ci s'explique par le caractère collectif du service du logement, à savoir ses effets et impacts, tels le renforcement du lien social, la promotion de la démocratie, la régression des effets pervers de la pauvreté, etc. Dans sa version privée, le financement emprunte les mécanismes traditionnels de l'hypothèque et de son remboursement par les versements de loyers. Ceci procède du caractère individuel et divisible du service, qui se traduit ici dans un contrat de location. Or, les logements communautaires combinent, à des degrés divers, trois composantes :

- Une composante marchande mais sans but lucratif, les charges de loyer;
- Une composante publique sous forme de subvention à l'organisation ou au ménage non solvable;
- Une composante non monétaire qui se traduit, entre autres, par la participation de bénévoles à divers niveaux des organisations de base et fédératives.

Cette hybridation des ressources est garante de leur autonomie et de leur plus grande stabilité les unes par rapport aux autres. Les tensions qui s'exercent entre ces composantes concernent : 1) leur part respective; 2) la reconnaissance de la logique qui anime chacune d'elles; 3) les modes de gestion qui en découlent. Cette représentation des ressources engagées dans les projets de logement communautaire permet de poser les enjeux des

formules de financement en termes de gouvernance, de structure d'accumulation ainsi que de mode de prise en charge et de reconnaissance des responsabilités des acteurs. Le document de Gaudreault, (R-08-2002) sur le financement montre des modèles de financement en Amérique et en Europe.

Le CAP *Logement communautaire* a examiné, à l'aide de monographies, deux expériences particulières. L'hypothèse de départ était à l'effet que l'hybridation des sources et des logiques de financement est garante de l'autonomie des logements communautaires et de leur stabilité face aux fluctuations du marché et des politiques publiques. Avec le Fonds d'investissement de Montréal (R-03-2004), la SHDM propose de changer le modèle d'investissement de cet organisme afin « de remplacer l'endettement par l'investissement ». Le secteur privé est appelé à investir en collaboration avec le gouvernement et les organismes communautaires en habitation. Le Sommet sur l'économie et l'emploi, en 1996, a fourni le cadre de lancement du projet. Depuis sa création en 1997, 302 logements ont été acquis et rénovés dans cinq quartiers montréalais. L'analyse des processus et des résultats de l'expérience du FIM présentée en conclusion confirme l'atteinte des objectifs de rentabilité sociale et économique. Les résultats financiers obtenus par le FIM sont comparables à ceux obtenus par le secteur privé dans les mêmes circonstances. Les capacités de livraison du « communautaire » ont été démontrées, tout comme la capacité du « privé » de s'adapter à une forme sociale d'investissement. Le FIM envisage de se recapitaliser de façon à générer des investissements additionnels de 10 M \$ en vue de la réalisation de 700 à 1 000 logements additionnels. Des défis demeurent toutefois : les rendements relativement modestes produits par les projets peuvent constituer un frein auprès de certains investisseurs. En ce sens, la reproduction de cette expérience appelle l'exploration vers de nouveaux créneaux d'investissements de type « éthique », « patient » ou « responsable ». Le cas de la Coopérative d'habitation des Cantons-de-l'Est est différent, mais illustratif (R-02-2004). Les auteurs y comparent des scénarios d'investissements en évaluant le taux de rendement interne de chacun d'eux. En conclusion, l'étude met en lumière les facteurs qui ont fait de la CHCE un succès financier et social : au plan de la gestion, le choix initial d'opter pour une approche entrepreneuriale tout en maintenant le contrôle direct des membres sur les bâtiments qu'ils habitent; au plan financier, le fait d'amortir ses emprunts sur une période plus courte que la plupart des

coopératives et la contribution additionnelle des membres à des fins de rénovation et le principe de l'endettement permanent assurant le maintien du statut de coopérative. Enfin : la constitution d'un parc d'importance de façon à diminuer les frais de gestion. Les conditions de reproduction du modèle de la Coopérative d'habitation des Cantons-de-l'Est sont donc complexes et multifactorielles. Elles fournissent néanmoins des éléments à considérer pour la viabilité et la durabilité des coopératives d'habitation.

### ***Gouvernance***

La gouvernance des logements sociaux est assurée, dans le cadre des conseils d'administration des ensembles d'habitation, par des bénévoles, des locataires dans le cas des coopératives, et des citoyens du milieu (pouvant inclure des locataires) dans le cas des OSBL. Ce type d'organisation tranche (du moins jusqu'à récemment) avec celui des HLM publiques, davantage administrées dans une logique d'assistance plutôt que de prise en charge d'un milieu, voire d'*empowerment* des résidents et de la collectivité. La vigueur du mouvement coopératif et communautaire (notamment à travers ses fédérations) a entraîné, au cours des années 1990, une redéfinition des rapports entre l'État, le secteur privé (les banques) et le communautaire. La création, en 1997, du Fonds québécois d'habitation communautaire (FQHC), permet une forme de gouvernance inédite qui a intégré, dans un partenariat très poussé, les représentants des fédérations coopératives, OSBL, GRT, municipalités, HLM, banques et État québécois notamment. Selon Marcellin Hudon, le directeur de l'Association des groupes de ressources techniques (AGRTQ) : « Cette forme de concertation, qui réunit tous les partenaires autour d'une table, est un exemple de la nouvelle gouvernance susceptible de favoriser la rencontre des logiques et des idées, de développer des collaborations et des innovations, davantage qu'à renforcer des dominations » (Namian, T-02-2004).

### ***Entrepreneurship collectif et social***

Les entreprises collectives et sociales dans le secteur du logement communautaire sont issues de la volonté des milieux locaux, souvent communautaires, bien que largement conditionnées par les programmes étatiques. L'équilibre entre la mission sociale à l'endroit des plus démunis et la volonté de prise en charge par les milieux a pu jouer, du moins dans le secteur coopératif, du côté des programmations étatiques. Cette orientation étatique des 20 dernières années a mené à des initiatives en faveur de montages financiers alternatifs,



comme en témoignent les expériences de la Coopérative d'habitation des Cantons de l'Est, plus résolument tournée vers un développement de type entrepreneurial (Gaudreault, R-02-2004) et du Fonds d'investissement de Montréal (FIM), un fonds privé voué au développement d'un parc de logements locatifs de type OSBL, à partir d'investissements prudents et patients (Gaudreault, R-03-2004).

### ***Rapport entre développement social et développement économique***

Le logement communautaire a, depuis longtemps, démontré ses effets sur l'insertion sociale et la revitalisation urbaine, le logement constituant non seulement un abri, mais aussi un lieu d'individualisation; l'accès au lien social, c'est-à-dire, la possibilité d'entrer en relation avec autrui; l'accès à l'emploi, l'emploi permettant une autonomie financière et un positionnement dans la société (Morin dans Namian, T-02-2004). Mais avant même que l'on cherche des effets sur la marginalisation des populations exclues, les investissements en logement social (et communautaire) consistaient en des interventions contracycliques de type keynésien en vue de stimuler l'activité économique. L'intérêt d'un parc de logements communautaires, à côté du parc public, est sa valeur foncière et la possibilité de s'appuyer sur un capital considérable au terme de 40 années de développement. À cet effet, les partenariats et les liens de reconnaissance entre la SHQ et le mouvement communautaire ont permis l'introduction, dans le programme Accès-Logis lancé en 1997, de formules de réinvestissement du capital initial, à travers le Fonds québécois d'habitation communautaire.

### ***Évaluation sociale***

Bien qu'on ne trouve pas de recherches évaluatives au sens propre, les cahiers issus du secteur du logement communautaire dans l'ARUC-ÉS ont abordé autant les impacts sociaux que les impacts économiques du logement communautaire.

### ***Comparaison internationale***

Des comparaisons internationales sont démontrées à travers deux thématiques : le financement et l'insertion sociale et professionnelle à partir du logement social. Le cahier sur le financement du logement communautaire (Gaudreault, R-08-2002) examine les expériences étatsunienne, scandinave et canadienne. L'expérience scandinave se pose en exception au modèle d'intervention de la plupart des pays industrialisés. Elle a été caractérisée par la concentration et l'intégration des activités de promotion et de

construction et par la canalisation de l'épargne individuelle au système de financement. Celles-ci, couplées aux subsides de l'État, ont permis une production continue et des structures adaptées à des clientèles variées. Les conditions de production et de gestion favorisent les partenariats entre l'État et le mouvement coopératif. En Grande-Bretagne, le règne de Thatcher a été marqué par une privatisation partielle du parc de logements publics. Par exemple, la mesure (*Right to Buy*) a permis de transférer à rabais plus d'un million de logements à leurs occupants depuis 1979. Le secteur communautaire s'est toutefois impliqué dans ces initiatives et dans d'autres formes de développement; ceux-ci peuvent maintenant obtenir du financement directement sur le marché financier et émettre des obligations. Ces processus ont engendré une consolidation des organisations communautaires. Aux États-Unis, le financement a d'abord été favorisé par le gouvernement fédéral à travers des formules variées (subventions en capital; rabattement des taux d'intérêt; financement des frais d'opération; ententes de location avec des promoteurs privés), mais plus tard, alors que la plupart des pays européens optaient pour l'approche communautaire, les États-Unis ont poussé le rôle du secteur privé un cran plus loin, notamment avec l'utilisation des crédits d'impôts qui devinrent la principale forme d'aide gouvernementale au logement destiné aux ménages à faible revenu. Les coupures dans l'aide fédérale ont également entraîné une pléthore de fonds fiduciaires (*Housing Trust Fund*) d'origines municipale, communautaire ou de la part des États. Si la production demeure importante, les coûts demeurent élevés, nécessitant des montages financiers complexes. Ce modèle s'exerce au détriment de partenariats institutionnalisés avec l'État, souvent dans un modèle assistanciel à l'endroit des locataires. En regard de ces modèles, le Québec se caractérise par la stabilité et la mixité des ressources et la gouvernance assurant la reconnaissance par l'État des contributions novatrices du secteur communautaire.

Une étude comparative sur les stratégies d'insertion sociale et professionnelle des personnes vivant en logement social démontre que les programmes étatsuniens d'insertion ne visent pas la stabilité résidentielle, contrairement au Canada anglais, à la France et au Québec, compromettant ainsi les possibilités des locataires étatsuniens d'utiliser le logement comme un marche-pied vers l'insertion à plus long terme (Pfister, R-03-2001).

### **3.6 Le loisir et le tourisme social**

#### **3.6.1 Présentation du secteur**

Le Conseil québécois du loisir (CQL), le principal organisme fédératif du secteur, regroupe 50 organismes intervenant à l'échelle nationale au Québec. Par extension, le CQL représente l'ensemble du réseau composé par les effectifs de ses membres, soit environ 130 organisations régionales, 5 000 clubs locaux et plus d'un million d'utilisateurs, et ce, de toutes les régions du Québec (T-09-2003). Le secteur du loisir est l'un des plus anciens et des plus diversifiés de l'économie sociale. L'une des particularités de ce secteur est sa capacité à miser sur l'implication bénévole des membres. Celui du tourisme social, plus récent, se présente comme une alternative aux produits issus du secteur marchand, par sa capacité à proposer des modes d'éducation, de prise en charge par les milieux et d'alternatives écologiques et sociales. Ces secteurs d'activité ont également en commun de faciliter l'accès au loisir et au tourisme à des ménages peu fortunés.

#### **3.6.2 Les cahiers de l'ARUC-ÉS**

Sur l'ensemble des cahiers produits par l'ARUC-ÉS, cinq portent principalement sur le loisir ou le tourisme social. Les recherches contribuent, pour la plupart, à mieux cerner les caractéristiques du secteur et à en rendre visibles les externalités positives. On trouve ainsi une recherche, suivie d'un séminaire, sur le thème de l'emploi dans ce secteur (T-07-2003). De même, les actes du colloque *Pour un tourisme accessible à tous, durable et solidaire* (T-05-2004) rendent compte de plusieurs études de marché et de faisabilité. Les rapports de recherche R-04-2004 et R-06-2004 s'intéressent, quant à eux, aux pratiques de gestion des ressources humaines et des pratiques comptables. Enfin, le cahier T-03-2002 rend compte d'un séminaire de réflexion tenu en 2001 sur les défis du secteur. C'est ainsi que trois cahiers sont publiés dans la collection *Transfert* et deux autres sont publiés dans la collection *Recherche*. On ne trouve aucune production spécifique dans la collection *Interventions*. De ces publications, les principales préoccupations, quant à l'économie sociale, portent sur le financement, l'évaluation sociale et le lien entre le social et l'économique.

#### ***Innovation sociale***

Au départ, la mission du loisir et du tourisme social répond davantage à des aspirations (la qualité de vie, la découverte, le plaisir, le rêve, les rencontres) qu'à des besoins de première nécessité, mais seulement si l'on considère que le tourisme et le loisir n'en sont pas. Or, l'idée que 50 % de la population des pays industrialisés ne part pas en vacances frappe l'imagination. La spécificité de l'économie sociale dans ce secteur est sa préoccupation à rendre ces activités accessibles, voire de repenser celles-ci dans une optique démocratique et, dans certains cas, de développement durable. Les recherches démontrent les importantes retombées sociales du loisir et du tourisme social : sens du soi, cohésion sociale, qualité de vie, participation citoyenne. Les missions des organisations favorisent également la décentralisation des activités (dans des territoires éloignés ou des milieux défavorisés). L'un des défis de ce secteur est qu'il faille, en contexte de rareté des ressources publiques, mettre ces effets en concurrence avec d'autres secteurs jugés plus névralgiques (revenu, santé, logement, éducation, prévention des problèmes sociaux). L'accès aux territoires naturels publics a, de plus, mené à une réflexion sur l'harmonisation des usages des territoires naturels publics convoités par des groupes aux intérêts variés (parfois contradictoires) pour les activités de plein air. La participation des groupes aux débats publics sur l'environnement, l'accès aux territoires, la démocratisation des pratiques du sport et des loisirs, en interface avec l'État, constitue également une contribution unique et précieuse (Proulx, T-05-2004).

Le loisir, incluant les vacances, est trop souvent vu comme une simple source de plaisir. Pourtant, il contribue de façon significative à la prévention de comportements « hors normes » et au développement social des individus et de leur qualité de vie. Il est un moment de ressourcement... un besoin qui n'émane pas exclusivement du travail. C'est un milieu qui a un potentiel d'action très large offrant des bienfaits pour tout le monde. Se réalisant dans un contexte autre que le quotidien, le loisir et les vacances sont des moments, voire des interstices dans la vie des gens, où les chicanes et les négociations sont rares. Les vacances notamment consolident les liens familiaux en favorisant l'exercice d'activités conjointes entre parents et enfants... les deux parties n'en sont que plus heureux. Il est donc important de réhabiliter les fonctions sociales du loisir. Dans le milieu de l'action communautaire, les organisations de loisir se distinguent sur deux points majeurs. D'une part, elles interpellent les gens sur la base de leurs intérêts et non de leurs problèmes ou de

leurs différences et, d'autre part, les hommes y sont plus nombreux, favorisant la représentation du modèle masculin.

### ***Financement***

La part du non monétaire demeure très importante dans ce secteur où l'on trouve un grand nombre de bénévoles. Les organismes nationaux de loisir s'autofinancent à 80 %. Le reste provient de subventions de l'État. On mise également sur certains rabattements fiscaux. Les subventions de l'État mettent en lumière les contradictions de l'État dont les visées et les intérêts sont parfois contradictoires avec les missions des organismes (T-09-2003). Des moyens alternatifs sont examinés, tel le chèque loisir-vacances qui, à travers la création d'une Caisse vacances, permettrait aux particuliers d'utiliser les dépôts des particuliers ou des employeurs, tout en prévoyant certaines déductions fiscales.

### ***Entrepreneurship collectif et social***

Les entreprises d'économie sociale constituent un important levier de prise en charge pour la mise sur pied d'activités d'envergure. Les réseautages et les ressources humaines et économiques combinées et leurs possibilités de réseautage dans les milieux variés à travers des interfaces avec les secteurs privés et publics totalisent un bassin important d'expériences. Par exemple, l'action militante a permis des gains notamment sur l'accessibilité aux territoires (club de canot dans les anciens territoires privés de chasse, à l'aide de la Fédération québécoise du canot et du kayak).

### ***Rapport entre développement social et développement économique***

Les activités du tourisme social font la promotion d'activités, d'équipements et de pratiques. Elles contribuent à l'entretien d'un patrimoine collectif important; elles forment des ressources humaines. Un des apports importants du tourisme social réside dans sa capacité d'interpeller les acteurs privés et publics du tourisme afin qu'ils ne considèrent pas seulement les impératifs économiques du tourisme, mais qu'ils l'envisagent comme un moyen d'épanouissement personnel et collectif. Les organismes en loisir et tourisme social sont engagés dans une phase de démonstration des effets sociaux et économiques de leurs interventions.

### ***Gouvernance***

Les associations de loisir et de tourisme social constituent des milieux privilégiés puisqu'ils donnent accès à l'apprentissage de l'exercice de la démocratie participative à (potentiellement) des centaines de milliers de membres qui exercent des activités bénévoles dans ces associations.

### ***Évaluation sociale***

La recherche de Renault (R-04-2004) vise à évaluer la capacité des organismes en loisir et en tourisme social à présenter adéquatement, dans leurs états financiers, leur contribution économique, environnementale et sociale. Elle apporte des éléments de solution intéressants au plan de l'intégration de ces dimensions. Cette façon de faire (qui prévoit une section pour les données non monétaires et l'une pour les données monétaires) pourrait, selon l'auteur, être généralisée et faire l'objet d'un chapitre dédié dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés.

### ***Comparaison internationale***

Un séminaire, organisé en 2001 par le CAP *Loisir et tourisme social* a réuni 72 participants venant de plusieurs régions du Québec et de France. Ce séminaire a permis d'échanger sur les opportunités et les défis du secteur du tourisme, notamment au plan du financement. En France, les associations de tourisme sont entièrement fiscalisées, c'est-à-dire qu'elles payent tous les impôts des entreprises. D'autres formules de financement ont été considérées, tel le chèque-vacances (déjà connu en France).

## **3.7 Les échanges et les comparaisons internationales**

### ***3.7.1 Les cahiers de l'ARUC-ÉS***

Le CAP *Échanges et comparaisons internationales* recense 13 cahiers relevant directement de ce secteur. Mais on peut aussi en considérer une demi-douzaine d'autres qui, bien que centrés sur d'autres thèmes (développement durable, logement communautaire, etc.), traitent ceux-ci sous l'angle de la comparaison internationale. Les cahiers s'intéressent à la question internationale sous plusieurs angles. Un premier ensemble de recherches s'intéresse à des expériences d'économie sociale au Québec et hors Québec, notamment en Amérique latine (R-06-2002), au Brésil (I-05-2002). De nouvelles façons de faire tels le commerce équitable (T-03-2004) ou les Agendas 21 locaux (R-05-2004) y sont présentés.

D'autres travaux de nature davantage comparative ont été menés de façon à mieux dégager les conditions communes ou distinctives d'émergence et de développement dans certains domaines. C'est le cas de la collection de portraits des initiatives de formation par le travail et l'insertion professionnelle en France, en Belgique, en Suisse et au Québec (R-12-2004; R-13-2004; R-14-2004; R-15-2004); de l'étude sur les systèmes productifs locaux en Beauce et aux Pyrénées (R-02-2001) ou encore des colloques sur les initiatives de reconversion industrielle (T-02-2003) et sur le financement de l'économie sociale (T-06-2003). D'autres secteurs de l'ARUC-ÉS ont également mené des comparaisons internationales en s'intéressant : au financement du logement communautaire (R-08-2002); à l'insertion en emploi des personnes vivant en logement social (R-03-2001); au développement régional aux États-Unis et en Europe (R-01-2002) et à la situation des entreprises d'économie sociale en loisir et tourisme social (T-03-2002). Enfin, deux cahiers s'intéressent plus particulièrement au rôle de l'économie sociale dans la solidarité internationale (R-04-2002; R-01-2004).

L'ouverture à des expériences hors Québec trouve son intérêt dans sa capacité à tirer des comparaisons et, au-delà, de mieux caractériser les configurations de l'économie sociale non seulement d'ici et d'ailleurs mais également, d'une façon dynamique, dans les potentialités d'établissement de solidarités internationales. L'examen des pratiques d'ici et d'ailleurs force la confrontation des concepts d'économie sociale avec ceux, voisins, de commerce équitable, de solidarité internationale et, plus avant, des utopies de l'altermondialisation (R-04-2002). Le Québec est en effet très engagé dans les nouvelles dynamiques de coopération et de développement à travers certaines institutions étatiques et de l'économie sociale (UPA, CSN, FTQ, AQOCI) S'agit-il là d'économie sociale? Si oui, comment et pourquoi? D'autre part, non seulement des initiatives sectorielles et bilatérales ont pris forme depuis deux, parfois trois décennies, mais le Québec est porteur d'initiatives Nord-Sud d'envergure internationale : l'organisation par le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) de la 2<sup>e</sup> Conférence internationale de globalisation de la solidarité en octobre 2001 à Québec et la Marche mondiale des femmes à l'automne 2000 en témoignent. Comment caractériser ces nouvelles dynamiques? Selon Boucher (I-01-2003), les mouvements sociaux contribuent à la mise en place de configurations institutionnelles et de modes de régulation des rapports sociaux qui constituent des réponses particulières sur

le plan du développement socioéconomique dans l'ensemble de l'Amérique du Nord. Ainsi en est-il pour les syndicats, pour le taux de syndicalisation plus élevé; les capacités fédératrices accrues au sein du mouvement communautaire et associatif; la recherche de nouvelles formes d'entrepreneuriat et de gouvernance; l'imbrication institutionnelle et la reconnaissance de la part de l'État québécois. Ces mouvements jouent, dans la configuration québécoise de développement, un rôle de premier plan dans l'établissement de nouvelles formes de gouvernance et le développement d'une économie plurielle. La question de la reconnaissance par l'État des entreprises d'économie sociale impliquées dans des initiatives de formation par le travail et l'insertion professionnelle en France, en Belgique, en Suisse et au Québec (R-12-2004; R-13-2004; R-14-2004; R-15-2004) est au cœur de ce secteur d'activité. C'est ce qui ressort des portraits comparés des pratiques d'agrément, de subvention, de réseautage ainsi que des contextes dans ces pays. Les questions de mise en œuvre et de transférabilité des initiatives de reconversion industrielle à partir de la société civile constituaient l'un des enjeux d'un colloque tenu en 2002 (T-02-2003), *Comment réaliser « autrement » une opération de reconversion industrielle*. Le document présente notamment les fiches monographiques portant sur 19 exemples de reconversion au Québec, en Amérique du Nord et du Sud et en Europe. Y sont consignées différentes informations comme les diagnostics de départ, objectifs, stratégies adoptées, réalisations et résultats à ce jour. Ensuite, on trouve les comptes rendus des ateliers. L'analyse indique clairement que le concept de reconversion demande à être redéfini à la lumière de l'apport spécifique de l'apport découlant de l'implication d'acteurs de la société. Ce colloque a permis de montrer que ce qui se passe à Montréal et au Québec ne relève pas d'un cas isolé, d'accidents de parcours, mais prend part à un mouvement présent à la fois dans les Amériques et en Europe, tant au Nord qu'au Sud.

### ***Innovation sociale***

L'examen des innovations sociales au Québec et hors Québec permet d'identifier, concrètement, les conditions et les potentiels de transférabilité d'ici vers ailleurs et d'ailleurs vers ici. Ces innovations ont cours dans les domaines de la gouvernance, les modes de financement et de partenariat, la diffusion des principes du commerce équitable ou les processus de reconnaissance et d'institutionnalisation et de reconnaissance par l'État des pratiques issues des entreprises d'économie sociale, par exemple. Parmi les pratiques



d'intérêt en matière de démocratie locale, notons les Agendas 21 locaux (R-05-2004). Issus du Sommet de Rio en 1992, les Agendas 21 locaux sont un instrument politique visant à traduire des objectifs de développement durable à l'échelle locale, par la mise en place de processus participatifs et multisectoriels appropriés (gestion immobilière, énergétique, logement, finances, etc.). On y discute des différences d'approches adoptées par les localités d'Amérique du Nord et d'Europe. L'intérêt suscité par les pratiques de commerce équitable a, par ailleurs, incité les chercheurs des CAP *Échanges et comparaisons internationales* et *Développement durable* à organiser, en 2004, un forum sur la question (T-03-2004). Il s'agissait d'abord d'améliorer la compréhension des concepts entourant l'économie sociale et le commerce équitable, et de réfléchir collectivement à des stratégies de développement et à des pistes d'action concrètes à mettre en œuvre pour étendre cette pratique au Québec. Il s'avère que, le plus souvent, économie sociale et commerce équitable se conjuguent et s'arriment. Plusieurs représentants d'organismes actifs sur les terrains y témoignaient (Équiterre, Ressourceseries, SUCO, Marche mondiale des femmes, etc.).

### **Gouvernance**

Au plan international, si les initiatives de coopération et de développement se sont multipliées tout en acquérant de la pérennité, Favreau (R-01-2004), le défi demeure de multiplier les échelles d'intervention (locale, régionale et fédérative, nationale et internationale) et de savoir changer d'échelle d'action en misant sur le micro, c'est-à-dire la gouvernance démocratique locale mais aussi sur le *mezzo* et le macro pour peser sur les politiques globales à l'échelle de la planète. En s'appuyant sur les trois expériences que sont Villa El Salvador, au Pérou; Porto Alegre, au Brésil et Fortaleza, également au Brésil, de même que sur des centaines d'autres, Favreau et Fréchette (R-06-2002) soutiennent que trois coordonnées de coopération sont devenues cardinales : 1) les ONG évoluent comme autant de passerelles entre le Nord et le Sud; 2) la coopération internationale décentralisée permet de mettre à profit les municipalités et d'autres institutions apparentées dans le cadre de jumelages; 3) de nouveaux réseaux internationaux Nord-Sud ont émergé. On peut dès lors parler d'internationalisation du local. Une autre étude portant sur l'économie sociale au Brésil, plus particulièrement dans la province de Rio Grande (I-05-2002), expose les enjeux et les défis de l'économie sociale en contexte de restructuration du capitalisme. Ainsi, selon

l'auteure, en dépit de certaines initiatives, encore embryonnaires, on note que l'associationnisme et le partage démocratique du pouvoir ne sont pas inscrits dans la culture et les traditions des organisations et structures de base brésiliennes. Il reste à y structurer le financement, la formation, la gestion et, plus encore, une reconnaissance de l'État « au-delà des affiliations partisans ».

Un examen comparé des systèmes productifs locaux en Beauce (Québec) et en Midi-Pyrénées (France) (R-02-2001) vise à déterminer dans quelle mesure les dispositifs étatiques (ou autres) de soutien au développement local et régional exercent une influence par rapport aux grandes entreprises leaders de ces régions. Confrontés à des difficultés de financement, les défis de la démocratie associative dans les entreprises d'économie sociale en loisir et tourisme social se posent au Québec comme en France, quoique de façon différente. L'examen des règles liées aux statuts juridiques oblige à examiner l'idée d'axer la démocratie sur la participation de tous ou sur la légitimité des représentants, tout en sachant que les entreprises doivent assurer la viabilité des entreprises d'économie sociale dans un contexte de concurrence. Ainsi, au Québec, la délégation des pouvoirs au conseil d'administration peut contraindre cet exercice, alors qu'en France, la délégation du pouvoir au conseil ou à l'assemblée générale est facultative.

### ***Financement***

À l'occasion d'un symposium organisé par le CAP *Échanges et comparaisons internationales* et avec le reste du Canada, plus d'une cinquantaine de personnes, praticiens et universitaires, ont échangé sur la question du financement (T-06-2003). Le but du symposium était de se pencher sur des expériences étrangères (Royaume-Uni et États-Unis), canadiennes, autres que québécoises (Nouvelle-Écosse, Manitoba et Colombie-Britannique), et québécoises en matière de financement d'activités économiques alternatives afin de proposer des solutions devant permettre d'accroître éventuellement la capitalisation dédiée aux activités de l'économie sociale. Comme le développement de la nouvelle économie sociale au Québec est récent, faisant principalement suite au Sommet socioéconomique de 1996, elle demeure sous-financée, d'une part à cause de ce caractère nouveau, et d'autre part, à cause du statut juridique des entreprises d'économie sociale dont la forme est, soit une coopérative, soit un organisme sans but lucratif (OSBL). Cela ne permet pas à ces dernières de constituer une capitalisation au même titre, par exemple, que

les entreprises privées, alors qu'elles sont souvent dépendantes de subventions ou de programmes gouvernementaux, plus particulièrement dans le cas des OSBL. Il existe des programmes ou mesures devant favoriser l'accroissement de la capitalisation des entreprises d'économie sociale au Québec, mais celles-ci sont insuffisantes. Cette préoccupation est visiblement partagée ailleurs. La conclusion de ce compte rendu mentionne quelques pistes à examiner et des stratégies possibles au nombre desquelles : la formation et l'assistance technique, la capacité d'émettre des actions sans perdre son statut d'OSBL, la création d'outils comptables mieux adaptés, les crédits d'impôts ou l'évaluation continue des impacts. En 2002, la tenue d'un séminaire sur les caractéristiques et les enjeux des entreprises d'économie sociale en loisir et en tourisme social au Québec et en France a permis de mettre en commun les particularités et les similarités des réseaux des deux pays (T-03-2002). Les historiques, le financement, la fiscalité, les ressources humaines, les rapports avec l'État y sont traités en double (France, Québec).

### **3.8 Le financement**

#### **3.8.1 Les cahiers de l'ARUC-ÉS**

On compte, parmi les cahiers de l'ARUC-ÉS, cinq cahiers portant spécifiquement sur la question du financement en économie sociale. Un premier texte intitulé *New forms of financing social Economy Entreprises and Organisations in Québec* (I-03-2001) examine les différentes formules de financement des entreprises et organismes d'économie sociale au Québec. La question du financement de l'économie sociale a, dans une perspective davantage internationale, fait l'objet d'un symposium (T-06-2003). Le logement social et communautaire s'est penché plus particulièrement sur la question du financement de ce secteur. Deux monographies, l'une sur l'expérience de la Coopérative d'habitation des Cantons de l'Est (R-02-2004), l'autre sur le Fonds d'investissement de Montréal (R-03-2004). Un symposium sur le financement du logement communautaire, organisé conjointement par l'ARUC-ÉS, la Société d'habitation du Québec et le Fonds québécois d'habitation communautaire s'est tenu en 2002 (T-01-2003). D'autres cahiers abordent indirectement le thème du financement, tel un texte de Favreau (I-02-2003) qui tente de démontrer que les initiatives renouvelées en économie sociale et en économie publique contribuent à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

### ***Spécificités***

Le financement des entreprises d'économie sociale présente des difficultés particulières. Ces difficultés tiennent (particulièrement pour la nouvelle économie sociale) à leur caractère nouveau, d'une part, et d'autre part, à leur statut juridique qui, par définition, limite la participation d'individus ou d'institutions aux investissements et aux profits. Il devient difficile de joindre leurs objectifs sociaux sans compromettre la viabilité des entreprises d'économie sociale. Ainsi, si les entreprises privées font largement appel à des subventions ou à des mesures gouvernementales, elles peuvent cependant compter sur d'autres moyens comme des prêts ou des garanties de prêt, mais aussi sur l'émission d'obligations ou d'actions. Dans ce dernier cas, cela leur permet de constituer ou d'accroître leurs fonds propres (équité). Elles peuvent aussi avoir accès à de la quasi-équité et d'autres produits financiers. Dans le cas des entreprises d'économie sociale, qui ne peuvent pas émettre d'actions à cause de leur statut juridique, l'endettement sera souvent un des seuls moyens de financer leurs activités, lorsque cela est possible. Parfois, elles pourront aussi avoir accès à des garanties de prêt ou à de la quasi-équité. De même, les institutions financières sont généralement moins enclines à accorder des prêts à des entreprises collectives qu'à des entreprises privées. Ainsi, lorsque l'endettement devient trop élevé et, qu'en plus, les possibilités de constituer des fonds propres sont réduites, se limitant parfois aux revenus sur les ventes, les capacités de développement, d'expansion ou de consolidation des entreprises sont freinées, voire compromises.

Mendell (I-03-2001) fait toutefois valoir que, contrairement à l'idée reçue, les entreprises d'économie sociale sont moins risquées et, dans certains cas, plus profitables que les entreprises marchandes. La multiplicité des participants (partie prenante) ajoute des ressources qui, bien que plus difficiles à comptabiliser, contribuent à diminuer les risques et à accroître la profitabilité. Ceci dit, des fonds publics sont souvent nécessaires parce que les entreprises d'économie sociale, dans plusieurs cas petites, nouvelles et engagées dans des activités peu profitables, sont laissées pour compte par le marché.

### ***Innovation sociale***

Les modalités de financement des entreprises d'économie sociale poursuivant des objectifs sociaux ont traditionnellement utilisé des dons, des fondations, des subventions

gouvernementales et des activités d'autofinancement. Les fonds publics reflètent les différentes priorités gouvernementales et ne sont pas toujours en accord avec les objectifs et moyens poursuivis par les organismes. Quant aux garanties de prêt, elles ont surtout été utilisées dans le domaine du logement social et communautaire. Ces différentes sources de financement sont, de fait, assez peu accessibles aux entreprises de la nouvelle économie sociale parce jugées trop risquées ou inaccessibles. C'est pourquoi, depuis quelques années, les secteurs coopératif et OBNL ont tenté de développer de nouvelles sources de financement. Dans plusieurs cas, ces sources combinent des sources nouvelles et plus traditionnelles pour atteindre une capitalisation suffisante. Mendell et Lévesque (I-03-2001) ont présenté les principaux instruments de ce financement au Québec. Ils incluent, parmi eux, des fonds qui, sans être dédiés spécifiquement à l'économie sociale, en font partie (fonds de solidarité, Mouvement Desjardins). Ils font également ressortir certains avantages fiscaux offerts par l'État et qui contribuent à la capitalisation des coopératives et OBNL. L'inscription de ces initiatives d'économie sociale dans l'économie de marché constitue en soi une innovation sociale témoignant d'un contrat social en émergence. Selon ces auteurs, les caractéristiques communes à la plupart de ces outils de financement sont :

- Des partenariats avec l'État et aussi l'entreprise privée;
- L'engagement dans des objectifs à long terme reflétant les priorités de développement local;
- Des investissements financiers combinant du support technique et des suivis;
- Un effet de levier (leveraging effect) pour les petits prêts s'apparentant à celui des institutions financières classiques.

Cinq principaux types d'instrument financier ont été identifiés : des fonds locaux; des fonds dits hybrides; les fonds de travailleurs; les fonds coopératifs et les fonds gouvernementaux (I-03-2001).

Plusieurs des fonds locaux de financement sont nés des initiatives des organismes de développement économique et communautaire, notamment les CDEC. C'est le cas du Fonds de développement de l'emploi de Montréal (FDEM), né d'un partenariat entre les paliers municipal, provincial et le Fonds de la FTQ. La création de ce fonds, à l'instar de SOLIDE, répond aux besoins des petits investisseurs. Plus avant, les besoins en financement pour des initiatives à l'échelle locale se sont matérialisés avec la création

d'entreprises de micro-crédit, tels le *Montreal Community Loan Association*, les cercles d'emprunts et le Réseau québécois du crédit communautaire. Ces organismes ont pour objectif d'atteindre des personnes ou organismes marginalisés et n'ayant pas accès aux conditions de prêt des banques.

Les fonds hybrides sont ainsi désignés parce que les coûts d'opération, leur gestion et leur gouvernance peuvent être en partie assurés par l'État, et toujours en partenariat avec des acteurs de la société civile. C'est le cas des sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC), des fonds des CDEC, comme le Fonds d'économie sociale (FES) et du Réseau d'investissement social du Québec (RISQ). Plusieurs de ces créations émanent des travaux du Chantier de l'économie sociale lors de sa participation au Sommet socio-économique de 1996.

La création du premier fonds de travailleurs issu, cette fois, d'un syndicat (celui de la FTQ) date, quant à lui, du Sommet socio-économique de 1981. Plus tard, en 1996, ce sera la création de FondAction (CSN). L'originalité, le rôle et les performances des fonds de travailleurs ne sont plus à démontrer. Ces fonds bénéficient, tant au Québec qu'au gouvernement fédéral, d'importants avantages fiscaux pour les cotisants. Bien que ces fonds investissent principalement dans le secteur privé, ils poursuivent également des objectifs sociaux (emploi, développement durable, coopératives, etc.).

Enfin, le Mouvement Desjardins constitue la plus importante institution financière du Québec. Parmi les 120 caisses d'économie issues du Mouvement Desjardins, la Caisse d'économie des travailleurs et travailleuses de Québec se spécialise dans le financement des entreprises d'économie sociale.

### ***Préoccupation internationale***

La préoccupation pour le développement d'une économie alternative est partagée ailleurs et c'est pourquoi le CAP *Échanges et comparaisons internationales* s'est penché, avec des intervenants du reste du Canada, sur ces questions, lors d'un symposium tenu le 15 octobre 2002 (T-06-2003). Plus d'une cinquantaine de personnes, praticiens et universitaires ont participé à cet événement. Il s'agissait, à partir des données recueillies dans la recherche de Mendell et Lévesque (I-03-2001), de développer des stratégies à partir des expériences mentionnées plus haut. Ces dernières ont permis de prendre connaissance de législations et

de politiques gouvernementales, ici et ailleurs, mais aussi d'initiatives de la société civile qui caractérisent l'économie sociale et le développement économique et communautaire d'aujourd'hui.

Le symposium a permis un tour d'horizon, comme le mentionne Benoît Lévesque au terme de l'événement : « Dans le reste du Canada, on a vu le rôle des caisses d'économie et les initiatives dans le DEC; aux États-Unis, il y a beaucoup d'imagination et une audace à aller chercher des outils qui sont dans le domaine financier; au Royaume-Uni et au Québec, il existe une conjoncture favorable à ce type d'expérimentation ou de finance alternative. Plus particulièrement au Québec, la présence des fonds de travailleurs, un secteur coopératif fort, de nombreuses entreprises publiques dans le domaine financier et des initiatives nouvelles, puisque les premières générations d'entreprises collectives ne répondent pas toujours aux nouveaux besoins, tout cela nourrit cette autre économie ». La conclusion de ce compte rendu mentionne quelques pistes à examiner et stratégies possibles, au nombre desquelles : la formation et l'assistance technique, la capacité d'émettre des actions sans perdre son statut d'OSBL, la création d'outils comptables mieux adaptés, les crédits d'impôts ou l'évaluation continue des impacts.

Par ailleurs, il importe de distinguer deux types d'expériences d'économie sociale dans le domaine financier : des fonds ou des initiatives qui sont dédiés à l'économie sociale et dont l'objectif est de fournir du financement à l'économie sociale; mais aussi, tout le domaine de l'économie sociale dans le secteur financier, notamment les fonds de travailleurs et le secteur coopératif qui offrent des façons de traiter la finance autrement, en prenant en considération des objectifs sociaux, qu'il s'agisse de l'environnement, du développement local et de l'emploi. Les fonds dédiés à l'économie sociale sont beaucoup moins nombreux et plus difficiles, ne serait-ce que l'arrimage de ces fonds avec les entreprises, mais en même temps, ils participent à des aspirations à penser autrement le monde financier. Car les fonds dédiés à l'économie sociale ne concernent pas uniquement le financement. On y trouve également des réseaux, des conseils et des apprentissages spécifiques reliés ou en synergie. Cependant, ce qui relie l'ensemble de ces instruments, ce sont généralement des formes de gouvernance : on retrouve les CDEC, des tables comme les CLD et, parfois même, à l'échelle d'une grande région ou d'une société distincte, on peut retrouver des

tables qui vont essayer d'harmoniser les actions et penser un développement de façon plus large.

### ***Nouvelles formes de distribution pour lutter contre la pauvreté***

Le financement de l'économie sociale peut également être posé sous l'angle de la lutte à la pauvreté. Favreau (I-02-2003) tente de montrer en quoi les initiatives renouvelées en économie publique et en économie sociale contribuent, au Québec, à la lutte contre les nouvelles formes d'exclusion et de pauvreté. Au Québec, on peut observer que ces initiatives (le plus souvent issues de la société civile) trouvent leur originalité dans leur croisement actif avec de nouvelles politiques publiques. Ces nouvelles pratiques ne se sont pas constituées uniquement par affinité de réseaux liés à des mouvements sociaux. Elles se sont progressivement insérées dans une cohabitation désormais institutionnelle avec le service public, créant ainsi des filières. Ainsi, Favreau distingue trois nouvelles filières de production de richesse : 1) la filière du développement local, avec ses caisses d'économie et diverses fonds de financement et de développement économique et communautaire (CDC, SADC, SOLIDE, CLD, RISQ, etc.); 2) la filière de l'économie sociale qui, grâce à des initiatives syndicales, associatives et publiques contribuent, depuis quelques années, à la création de milliers d'emplois pour des segments plus défavorisés de la population (organismes en employabilité, entreprises d'insertion, centres locaux d'emploi, etc.); 3) la filière de l'action communautaire, forte d'une reconnaissance à la suite de la réforme du système de santé et services sociaux (Loi de 1991), la création des coopératives de solidarité, la transformation des garderies sans but lucratif en réseau de CPE, la création du Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA). Or, les initiatives communautaires transversales et locales, à l'image des CDEC, constituent une politique centrale à mettre de l'avant pour s'attaquer simultanément aux sources et aux déterminants de la pauvreté : emploi, éducation, logement, cadre de vie. Qui plus est, les territoriales intégrées constituent des interfaces entre les plans micro et macro. La constitution de ces filières demeure toutefois fragile; celles-ci ne sauraient se concevoir sans une forte mobilisation de la société civile.

### ***Financement***

Le CAP *Logement communautaire* s'est intéressé à la question du financement à travers, notamment, deux monographies et un symposium. Ce dernier, tenu en 2002, portait



exclusivement sur cette question (T-01-2003). Cette rencontre était une initiative conjointe de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS), de la Société d'habitation du Québec (SHQ) et du Fonds québécois de l'habitation communautaire (FQHC) et a réuni une quarantaine de participants. Quelques constats et pistes de solutions ont été dégagés au terme de ce symposium.

Ainsi, trois logiques s'emboîtent à l'intérieur du logement communautaire D'abord, on y trouve une logique **marchande**, puisque les locataires paient un loyer qui est en grande partie déterminé par les charges que l'organisme de logement doit assumer (hypothèque, chauffage, électricité, assurances, taxes, etc.). Une logique marchande également en ce que la coopérative accumule des réserves, touche des intérêts sur ses placements, etc. Les décisions prises par les administrateurs tiennent compte des contraintes et des opportunités du marché afin de maintenir un budget en équilibre. Ensuite, on y trouve une logique de **redistribution**, associée à la contribution monétaire provenant des entités publiques. Elles ne sont donc pas déterminées par la concurrence et sont, de ce fait, non marchandes. Ici, on cherche principalement à s'assurer que la demande non solvable est couverte, que l'offre de logements est suffisante pour que la société soit en sécurité et que l'économie fonctionne bien. Et finalement, une logique de **réciprocité** anime tous les actes volontaires et gratuits fournis par ce qui constitue une petite armée de personnes.

### **3.9 L'évaluation sociale et les systèmes d'information**

L'évaluation sociale, en tant que thématique, est portée par le chantier d'activité partenariale (CAP) de type transversal, portant sur l'évaluation et les systèmes d'information. L'évaluation traverse la majorité des CAP de l'ARUC-ÉS de sorte que plusieurs projets de recherche lui sont consacrés. Qui dit économie sociale, dit évaluation sociale, pour la bonne raison que les organisations et les entreprises ayant des objectifs sociaux ne peuvent s'en tenir au seul bilan comptable. À la viabilité économique, s'ajoute la rentabilité sociale. Or, cette dernière n'est jamais donnée une fois pour toute de sorte qu'elle peut être objet de controverse.

### **3.9.1 Les cahiers de l'ARUC-ÉS**

Une demi-douzaine de cahiers de l'ARUC-ÉS porte principalement sur les thèmes de l'évaluation sociale ou des systèmes d'information en économie sociale. D'autres publications de l'ARUC-ÉS, souvent des recherches évaluatives dans le cadre d'autres CAP, peuvent toutefois s'ajouter à cette liste. On peut alors parler d'une douzaine de cahiers de l'ARUC-ÉS s'intéressant directement au thème de l'évaluation en économie sociale. Ces cahiers sont variés. La première publication du CAP est un document de réflexion présenté dans le cadre du forum sur l'innovation sociale de l'OCDE, en 2000. Celui-ci dresse un état du dossier de l'évaluation en économie sociale au Québec (I-02-2002). Ensuite, le CAP *Évaluation sociale et systèmes d'information* a produit plusieurs recherches et documents de réflexion sur les contours de l'économie sociale ou d'un secteur de l'économie sociale, de même que ses indicateurs sociaux et économiques. C'est le cas de la synthèse de la littérature sur l'évaluation (R-03-2003); de la recherche sur le bilan social dans les entreprises (R-10-2002); des recherches portant sur la divulgation de l'information financière (R-04-2004); sur les indicateurs de la qualité dans les services de garde (R-11-2002); ou les indicateurs pour le développement local (Agendas 21 locaux) (R-05-2004). D'autres cahiers consistent en des rapports de recherche évaluative en soi, par exemple l'évaluation du projet Espaces Émergents *Faites de la musique* (R-12-2002), ou sur la contribution locale des organismes communautaires (R-07-2004). Le CAP s'est également penché sur les outils et systèmes d'information en économie sociale. Ainsi, deux cahiers portent sur l'élaboration de systèmes d'évaluation et d'information en économie sociale, dont l'un sur l'idée d'un portail Internet sur ce thème (R-02-2002; R-03-2003). Enfin, soulignons la production de propositions méthodologiques pour l'élaboration d'un portrait régional de l'économie sociale (R-18-2004).

#### ***Les enjeux et défis de l'évaluation***

L'évaluation est un enjeu fondamental dans le processus de connaissance et de reconnaissance des réalisations de l'économie sociale et qui présente des défis particuliers (I-02-2001). Les objectifs socioéconomiques de la nouvelle économie sociale (l'habilitation des personnes et des collectivités, par exemple) exigent de tenir compte non seulement de la rentabilité financière (le bilan comptable), mais également de la rentabilité sociale (le bilan social). Sa particularité exige donc de faire référence à des indicateurs sociaux. L'un

des besoins exprimés par les chercheurs en économie sociale consiste à se donner un langage commun relatif à l'évaluation de l'économie sociale. Il s'agit d'abord de clarifier les concepts (impacts sociaux, indicateurs, évaluation sociale, rentabilité sociale) relatifs à l'évaluation sociale<sup>3</sup> (ARUC-ÉS 2002, Rapport annuel). Il importe également de bien cerner le secteur ainsi que les différents niveaux d'intervention de l'économie sociale : défis, par exemple, de l'impact de programmes de santé, d'éducation, d'insertion sociale; défis, surtout, des nouvelles exigences de partenariat de la part, notamment, des bailleurs de fonds en recherche. La recension de littérature de Rondot (R-03-2003) s'attache ensuite à l'examen des différentes approches et méthodes potentiellement appropriées à l'économie sociale. Parmi les différentes conceptions de l'évaluation, on peut citer l'évaluation participative (dite de 4<sup>e</sup> génération, c'est-à-dire, impliquant un processus de négociation permettant une réflexivité des acteurs), l'évaluation par l'observation, l'évaluation par le biais de la théorisation ancrée et l'évaluation alimentant la théorie (*Theory Driven*). Dans un texte présenté par l'ARUC-ÉS à un forum sur l'OCDE (I-02-2001), Nancy Neamtan affirme que l'évaluation devrait porter sur trois dimensions : la dimension d'efficacité économique, la dimension d'utilité sociale et la dimension institutionnelle. Cette dernière dimension réfère à la structure du pouvoir et à la place faite aux différents acteurs (employés, usagers / consommateurs). Celle-ci doit faire appel à une méthodologie originale que Lévesque, Bouchard et Bourque qualifient de cinquième génération à cause du caractère stratégique et hautement participatif. Il s'agit non seulement de mesurer statistiquement la portée des initiatives (nombre d'emplois, contribution au PNB, etc.) ou l'impact sur le plan social (réponse à des besoins sociaux non comblés, effets sur les populations marginalisées, etc.), mais également d'évaluer les impacts plus globaux sur le comportement de l'ensemble des acteurs de la société et les comportements institutionnels (les administrations publiques, les collectivités locales, les mouvements sociaux, le marché privé) et, en conséquence, sur le modèle de développement en cours.

### ***À la recherche d'indicateurs sociaux et de méthodes***

L'évaluation en économie sociale pose la question des indicateurs. On trouve, sur ces thèmes, une importante littérature. Selon Rondot (R-03-2003), des étapes sont encore à

---

<sup>3</sup> Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (2002). *Rapport annuel*, Montréal, ARUC-ÉS.

franchir, notamment une reconnaissance de ceux-ci. Il faut, comme l'affirme le sociologue français Viveret, considérer les « richesses oubliées », en prenant notamment en compte des indicateurs de développement humain ou encore tirés de la notion de capital social. Cette démarche implique également la réflexion sur les méthodes d'évaluation, par exemple la prise en compte d'indicateurs objectifs et subjectifs, qualitatifs et quantitatifs, de même que l'utilisation de méthodes de comparaison et de cumul. Le cahier de Bouchard (R-10-2002) s'intéresse aux indicateurs sous l'angle du bilan social des entreprises à partir de l'exemple du Mouvement Desjardins. Cette pratique est intrinsèquement liée au débat de la responsabilité sociale de l'entreprise. Les bilans sociaux du secteur de l'économie sociale lui donne un avantage puisque la nature des organismes les rend performants au plan social. Le document présente les normes qui guident les entreprises à produire un bilan social et les tendances de cette pratique dans le domaine des services. De son côté, la Coopérative de développement régional Québec-Appalaches tente de développer une certification de la conformité aux pratiques coopératives inspirée de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) (R-03-2003). Sur un plan plus sectoriel, la revue de littérature de Bellemare, Gravel et Briand sur la qualité des services de garde s'inscrit dans la recherche d'indicateurs pertinents et adaptables dans un contexte d'économie sociale (R-11-2002). Plusieurs travaux du CAP *Loisir et tourisme social* se sont intéressés à l'inclusion d'indicateurs sociaux. Une première étude de la gestion des ressources humaines en centre communautaire de loisir signale le besoin de définir un système d'indicateurs qui permettrait de dépasser la « simple » reddition de comptes. (R-06-2004). La recherche de Renault (R-04-2004) apporte une contribution intéressante. Elle vise à évaluer la capacité des organismes en loisir et tourisme social de présenter adéquatement, dans leurs états financiers, leur contribution économique, environnementale et sociale. La recherche repose sur l'hypothèse que l'information fournie dans les états financiers est insuffisante et doit dépasser le cadre réglementaire du Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA). Soixante-trois états financiers ont été étudiés à partir de quatre réseaux du loisir et tourisme social au Québec. On y constate l'hétérogénéité d'intégration des transactions non monétaires aux transactions monétaires. L'auteur propose un premier plan comptable uniforme, s'adressant à l'ensemble des entreprises en loisir et en tourisme social. Celui-ci pourrait s'appliquer à plusieurs entreprises en économie sociale. Ses principales

caractéristiques incluent la séparation des activités statutaires et non statutaires, la séparation des charges administratives et des charges d'exploitation, l'ajout identifié et consigné dans un registre dédié des transactions non monétaires, la présentation d'un nouveau rapport intitulé « État de la contribution communautaire globale », ainsi qu'un lexique, non exhaustif, des produits gagnés ou reçus. À plus long terme, l'auteur souhaite que cette recherche constitue une contribution en vue de la publication d'un chapitre dédié dans le Manuel de l'ICCA. Enfin, Roche (R-05-2004) présente des arguments en faveur des Agendas 21 locaux. Issus du Sommet de Rio en 1992, les Agendas 21 locaux sont un instrument politique visant à traduire des objectifs de développement durable à l'échelle locale par la mise en place de processus participatifs et multisectoriels appropriés. La démarche s'inspire largement des principes combinés de planification stratégique, communautaire et environnementale.

***Quelques constats et pratiques au Québec (instruments et leviers)***

D'autres recherches, publiées dans le cadre de CAP sectoriels ou par des responsables de l'ARUC-ÉS, jettent un regard sur les pratiques réelles d'évaluation, notamment de la part de l'État. Nancy Neamtan (I-02-2001) souligne que le gouvernement du Québec s'est doté de leviers institutionnels novateurs en économie sociale. Le Plan d'action sur l'économie sociale découlant du Sommet socio-économique de 1996 a fait l'objet d'une démarche d'évaluation originale puisque celle-ci s'est opérée sous l'égide du gouvernement du Québec et du Chantier de l'économie sociale (société civile), tout en impliquant plusieurs secteurs du gouvernement (santé, emploi, éducation). De plus, la nouvelle politique scientifique du Québec inclut l'idée d'innovation sociale et de partenariat de recherche dans ses orientations. Le Québec « possède donc, avec l'ARUC-ÉS (partenariats), le Comité sectoriel de main-d'œuvre en économie sociale et la nouvelle politique scientifique du gouvernement du Québec des outils importants, impliquant la contribution de l'ensemble des partenaires pour le développement de nouveaux modèles d'évaluation spécifiques à la complexité, à la diversité et au dynamisme de la nouvelle économie sociale ». En revanche, dans le secteur de l'insertion en emploi « les entreprises d'insertion doivent se conformer à une évaluation annuelle fondée sur l'atteinte des objectifs spécifiques précisés dans « l'entente de services » liant l'EI à Emploi-Québec. Ces objectifs spécifiques ainsi que les critères utilisés pour en vérifier l'atteinte sont sujets à la négociation entre Emploi-Québec

et les entreprises d'insertion. De plus, le *Cadre de reconnaissance* prévoit qu'à chaque trois ans, une évaluation plus poussée est effectuée. Elle porte sur la concordance globale aux critères de reconnaissance des entreprises d'insertion » (Noiseux, R-15-2004). Lors d'un séminaire sur l'insertion sociale (T-09-2003), des intervenants réprouvent la contrainte du court terme quant à l'évaluation des impacts de l'insertion sociale imposée par les programmes de financement actuels. En économie sociale, voire en insertion sociale, « tous les impacts ne peuvent être mesurés, étant donné un contrôle obligé au terme du projet, soit généralement neuf mois, et l'absence de financement pour le suivi. Ce qui renvoie à la difficulté de reconnaître l'investissement dans le social ». Les cahiers issus du secteur du logement communautaire ont abordé tant les impacts sociaux que les impacts économiques du logement communautaire.

### ***Les outils et systèmes d'information en économie sociale***

Les travaux du CAP *Évaluation sociale et systèmes d'information* ont traité des outils de diffusion des connaissances et des méthodes uniformisées d'évaluation en économie sociale, tels un portail de l'économie sociale, un système d'évaluation et d'information en économie sociale et des propositions méthodologiques pour l'élaboration d'un portrait régional de l'économie sociale. Une étude exploratoire sur un projet de portail Internet sur l'économie sociale au Québec (R-03-2002) a établi la pertinence d'un tel projet. Le document présente les grandes lignes du concept de portail tout en suggérant des « entrées » pour accéder au contenu du portail. Une seconde recherche porte sur la pertinence et la faisabilité de construire un système d'information et d'évaluation en économie sociale. Le rapport conclut à la pertinence et à l'utilité de construire un système d'information et d'évaluation en économie sociale au Québec pour plusieurs raisons. Les résultats de cette recherche ont été présentés dans le cadre de l'Université rurale québécoise afin de valider et de tester les résultats de la recherche. Les acteurs de l'économie sociale expriment le besoin urgent d'avoir facilement accès à un outil qui leur permet d'accéder à des instruments d'évaluation de projets en économie sociale. Néanmoins, il semble que l'évaluation ne soit pas le seul besoin urgent. Une autre priorité porte sur l'accès à des données sur l'économie sociale et son environnement, tant quantitatives que qualitatives, qui permettraient d'esquisser un portrait de la réalité de ce secteur. La recherche de Lebel, Klein et Carrière (R-18-2004) pallie en partie à ce besoin. Elle propose un modèle de base

d'élaboration d'un portrait régional de l'économie sociale, comparable d'une région à l'autre. À cet effet, il est apparu qu'une des premières étapes à respecter est celle d'adopter une définition commune pour l'ensemble des régions du Québec sur ce que sont les entreprises d'économie sociale. On suggère d'adopter celle promue par le Chantier d'économie sociale. Par la suite, il est proposé de concevoir l'analyse en fonction de 14 thèmes génériques —secteur, emploi, statut juridique, cadre territorial, données sexuées, besoins, sources de financement, impacts sociaux, impacts économiques, durée, démocratie dans la gestion, réseautage, contexte provincial, perspectives historiques — et de les aborder quantitativement, qualitativement et géographiquement. La méthode par questionnaire est privilégiée pour la collecte des données, combinée avec des entretiens de groupe pour préciser certaines informations, notamment au plan des «besoins» et des «perspectives».





## Conclusion

---

La variété, le nombre et la qualité des cahiers de l'ARUC-ÉS témoignent de l'intérêt pour le secteur de recherche en économie sociale au cours des dernières années. Comme le montre l'analyse chiffrée des cahiers de l'ARUC-ÉS entre 2001 et 2004, les 75 textes présentent des recherches de tous types et rendent compte d'une grande activité en matière de colloques, séminaires et autres forums. De plus, ces cahiers émanent souvent des besoins des milieux, à travers les partenariats issus des CAP. Plusieurs publications sont conjointes avec d'autres organismes et centres de recherche et font appel à des chercheurs de toutes origines disciplinaires et de statuts variés. Les partenariats, institués à travers les différents CAP, livrent, dans ces cahiers, leurs résultats les plus tangibles. Ils nous éclairent sur la capacité de l'économie sociale à produire des innovations sociales. Les innovations sociales sont de plusieurs ordres et agissent à plusieurs niveaux. Au départ, le statut juridique des entreprises d'économie sociale leur confère une souplesse qui se traduit dans des missions et des activités qui débordent le cadre des dispositifs publics ou privés peu aptes à répondre à de nouvelles aspirations ou aux besoins de personnes vulnérables ou exclues. La proximité des organismes facilite l'identification des besoins et des nouvelles manières d'y répondre. Ensuite, elles mobilisent des ressources suivant des logiques économiques plurielles : celles du don (le bénévolat), de la distribution (la collectivisation des actions et des effets) et le marché (la réponse à des demandes). Depuis une vingtaine d'années, au Québec c'est le caractère dynamique de ces initiatives qui ressort. Celles-ci peuvent s'appuyer sur la reconnaissance et l'appui financier de l'État, témoignant ainsi de leur légitimité. Mais cette légitimité n'est jamais définitivement acquise. Car l'apport dynamique de l'économie sociale se situe au cœur des délibérations sur le rôle de l'État, ce qui le rend fragile.

Il demeure que la multiplication des instances locales, régionales et nationales de concertation (CLD, CDÉC, CDC, MRC, Chantier de l'économie sociale, fédérations de groupes communautaires), la création d'instruments nouveaux de financement (RISQ, SADC, SOLIDE) et la multiplication des initiatives s'appuyant sur des réseaux et des partenariats avec des acteurs de l'État et de la société civile créent des opportunités accrues

d'entrepreneuriat collectif. Ces nouvelles façons de faire tendent à former des pôles de soutien à l'initiative et à l'innovation.

Selon la nature des besoins et des secteurs d'activité, ces logiques s'articulent et se modulent différemment. En effet, l'économie sociale se situe aux confins des limites de l'offre publique ou privée de services (pour assurer, par exemple, la désinstitutionnalisation ou contrer la privatisation marchande) et de l'informel (par exemple, pour assurer la « défamilialisation »). La finalité des activités, la genèse de leur développement, leur organisation ainsi que leur degré de structuration et de reconnaissance déterminent à la fois leur spécificité et leur apport et, bien sûr, les intérêts de recherche. Bien que régulés et soutenus dans une certaine mesure par l'État, les territoires locaux et régionaux sont devenus, au cours des vingt dernières années, les lieux privilégiés d'émergence de l'économie sociale. Le local est le lieu par excellence des innovations et des expérimentations à petite échelle. C'est aussi le terrain des luttes et des alliances pour le déploiement d'activités de relance de territoires délaissés par des économies désuètes. Ici, des activités naissent et s'organisent au croisement de nouveaux besoins et aspirations (la récupération, les services de proximité, la culture, la coopération internationale, les loisirs, le logement) contribuant à la création d'emploi. L'apport novateur de l'économie sociale ne se situe pas uniquement au plan des finalités, mais également des processus qui les soutiennent. Les modes de gouvernance et de gestion démocratique et la prise en charge collective engendrent des apprentissages, de l'expertise, de la cohésion sociale. Elles sont, en somme, un important terreau de démocratie participative et délibérative; elles façonnent un nouveau mode de développement. Quelques cas sont exemplaires de ces nouveaux modes.

- Avec une aide modeste de l'État, l'organisation d'activités de recyclage et de récupération fait non seulement œuvre utile, mais elle contribue à l'insertion de personnes exclues du marché du travail, stimule l'économie locale tout en sensibilisant les producteurs et les utilisateurs à des façons de faire plus propices au développement durable. Les ressourceries, qui encadrent ces activités, ont fait émerger un secteur d'activité jusque-là ignoré par le marché et le secteur public.
- Plus diversifiés, mais peu encore étudiés sous l'angle de l'économie sociale, les secteurs du tourisme et du loisir offrent, souvent en alternative au modèle privé marchand, des lieux incontournables de socialisation massivement investis par l'engagement bénévole. L'enjeu, ici, c'est la participation, l'accès et la prise en

charge par tous les groupes de population, de Vélo-Québec en passant par les camps familiaux et les centaines de clubs de soccer.

- Les services aux personnes constituent un secteur en structuration, qui était jusque-là en partie assumé par le travail gratuit des femmes. Les structures démocratiques d'accompagnement et d'encadrement en insertion, en aide à domicile, en logement social, en services de garde ou en périnatalité, prévoient des espaces à travers lesquels l'offre et la demande peuvent se rencontrer et s'édifier conjointement, favorisant ainsi le double *empowerment* des producteurs et des usagers.
- Le commerce équitable, en tant qu'activité structurée, est assez neuf. Il propose une nouvelle manière de faire du commerce à travers des principes de solidarité. Sa spécificité est de s'inscrire pleinement dans le marché, mais de façon différente. Au Québec, cette innovation fait face à une demande croissante. À ce titre, elle présente un fort potentiel de diffusion vers une multitude de produits et de services à l'extérieur ou à l'intérieur de nos frontières.
- Le logement communautaire crée des espaces pour la prise en charge collective des logements et de l'habitat, en l'adaptant aux besoins particuliers de certaines personnes, souvent à l'aide de partenariats avec des organismes du milieu. Le logement devient, dès lors, un tremplin pour l'insertion; une occasion d'inscription dans le tissu local. Le secteur de l'habitation communautaire, fort de ses trente années d'expérience, constitue un partenaire de l'État dans la conception des politiques d'habitation. La capitalisation du secteur, bien que fragile, lui permet désormais d'examiner des formes de financement davantage diversifiées.
- Quant aux initiatives en matière de coopération internationale, elles ont tendance à se diversifier en pénétrant les différents secteurs de l'économie sociale.

La pérennité de ces initiatives n'est pas sans poser les enjeux de leur financement, de leur mode d'organisation et de gouvernance ainsi que des mécanismes d'évaluation. La création d'une multitude d'instruments financiers dédiés spécifiquement ou non à l'économie sociale (capital de risque, fonds étatiques, instruments régionaux de distribution) constitue l'un des faits saillants des dernières années. Pour les acteurs de l'économie sociale, la recherche d'instruments adaptés de capitalisation et de fonds vise à sortir de la dépendance de l'État, à échapper à la sous-traitance, à trouver plus de souplesse ou encore à passer de l'expérimentation à l'institutionnalisation. La diversité des sources de financement est garante de la plus grande autonomie des organismes en regard de chacune de ces sources. Des recherches plus approfondies pourraient évaluer dans quelle mesure cette hypothèse se vérifie d'un secteur à l'autre<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> Les logiques de financement sont davantage non monétaires dans le secteur du tourisme et du loisir. Elles sont davantage orientées vers le marché dans les secteurs du développement durable (ressourceries,

Au plan de la gouvernance, les activités des différents secteurs d'activité laissent voir un portrait contrasté selon qu'on s'intéresse aux pratiques des organismes (normes de participation au plan micro), au degré de régulation et de reconnaissance du secteur par l'État, ou encore à l'ancrage local et régional des initiatives à l'intérieur de structures de concertation et de financement. Si, d'une façon générale, on constate l'apparition de nouvelles formes de gouvernance à travers des initiatives locales et de structures de pouvoir décentralisé, on observe que certains secteurs de l'économie sociale, plus récents, demeurent sous-institutionnalisés. Il importe de mieux connaître la nature des interfaces des différents secteurs de l'économie sociale non seulement avec l'État, mais également avec la société civile.

Les recherches sur les pratiques d'évaluation en économie sociale montrent l'importance d'inclure l'évaluation dans les pratiques de l'économie sociale, mais aussi de questionner les indicateurs sociaux. À cet effet, les progrès ont été importants au cours des dernières années. Il faut donc être attentif à leur mise en application dans les milieux et aux enjeux que celle-ci promet de soulever. À l'instar des recherches sur les bilans comptables dans le secteur du loisir, d'autres recherches sur les bilans des entreprises d'économie sociale devraient être menées.

Bien qu'il n'appartienne pas à ce bilan de déterminer les chantiers de recherche à venir, celui-ci nous laisse avec de nombreuses pistes et questions de recherche à approfondir. Sur les plans théorique et empirique, nous disposons du matériel pour relier les fils qui relient les secteurs entre eux et entre les autres secteurs de l'économie. Des recherches comparatives sur les thèmes du financement, de l'entrepreneuriat, de la gouvernance et des innovations pourront donc être initiées. Ces études nous aideraient à cerner de façon plus précise la spécificité de l'économie sociale. Quelle est, comme l'a démontré Vaillancourt (R-09-2002) pour le domaine des services aux personnes handicapées, la part relative de l'économie sociale dans les autres secteurs économiques? La question des modes d'entrepreneuriat collectif demeure sous-documentée et sous-théorisée, notamment en regard des pratiques des secteurs privé et public dans des activités semblables.

---

foresteries, commerce équitable). Elles sont davantage publiques dans les secteurs des services aux personnes (CPE, insertion, etc.). Elles sont plutôt mixtes dans le secteur du logement communautaire (loyers, bénévolat, subventions) et du développement local et régional (marché, capital public de risque).

Des études de cas seraient bienvenues pour examiner les processus de montage financier, les réseautages, la gestion des ressources humaines, les processus décisionnels, les cultures organisationnelles, la planification stratégique et, d'une façon générale, les cultures organisationnelles. C'est aussi le cas de la question du développement économique et communautaire, dont les contours demeurent poreux en regard du concept de l'économie sociale.

Par ailleurs, certains secteurs d'activité, peu considérés par les CAP actuels, méritent une attention accrue, par exemple ceux de la culture, des communications, des nouvelles technologies et des groupes de femmes. Quant aux thèmes d'analyse que sont l'innovation sociale, la gouvernance, le financement et les comparaisons internationales, il reste à utiliser la riche matière des cahiers de l'ARUC-ÉS (et bien sûr d'autres au besoin) pour systématiser les connaissances acquises à la lumière des différentes dimensions propres à ces concepts.



